



Regards croisés sur l'engagement étudiant et sa reconnaissance dans l'enseignement supérieur européen



European STEP

European STEP - Enquête qualitative

August 2019



Ce travail est soumis à une Licence Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International (CC BY-SA 4.0). Ceci signifie que vous êtes libre de :

- **Partager** — copier, distribuer et transmettre cette œuvre par tous moyens et sous tous formats.
- **Adapter** — remixer, transformer et créer à partir du matériel pour toute utilisation, y compris commerciale.

Sous les conditions suivantes :

Paternité – Vous devez donner les informations appropriées concernant l'auteur, fournir un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été faites. Vous pouvez faire cela par tout moyen raisonnable, mais en aucune façon suggérant que l'auteur vous soutient ou approuve l'utilisation que vous en faites.

Partage à l'identique – Si vous modifiez, transformez, ou vous basez sur cette œuvre, vous devez distribuer votre contribution sous la même licence ou une licence compatible avec celle de l'original. Vous ne pouvez pas appliquer des termes juridiques ou des mesures technologiques qui empêchent légalement d'autres personnes de faire ce que la licence autorise.

Pour citer ce rapport : "European Student Engagement Project (2020). *European STEP - Étude qualitative* : Regards croisés sur l'engagement étudiant et sa reconnaissance dans l'enseignement supérieur européen"

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission Européenne. Cette publication n'engage que ses auteur·rice·s et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Table des matières | 3 |
| Abréviations | 5 |
| À propos d'European STEP | 6 |
| Qu'est-ce qu'European STEP ? | 7 |
| Introduction | 8 |
| Partie I – Une pluralité d'engagements étudiants en Europe | 12 |
| La notion d'engagement étudiant en Europe | 12 |
| Des engagements étudiants pluriels : une typologie des engagements | 14 |
| L'engagement pansement | 14 |
| L'engagement de cause | 15 |
| L'engagement « charité chrétienne » | 15 |
| L'engagement à vocation professionnalisante ou l'engagement pour le développement de compétences | 16 |
| L'engagement pour participer à un projet collectif | 17 |
| Un profil des étudiant·e·s engagé·e·s ? | 18 |
| Un profil d'étudiant·e·s engagé·e·s en fonction du moment dans le parcours d'études ? | 18 |
| Un profil d'étudiant·e·s engagé·e·s en fonction de la filière d'études ? | 19 |
| De l'engagement ponctuel au parcours d'engagement | 20 |
| Partie II - Comment les institutions et les étudiant·e·s perçoivent le rôle de l'université et la reconnaissance de l'engagement par celle-ci ? | 22 |
| Qu'est-ce que la reconnaissance de l'engagement étudiant dans l'enseignement supérieur européen ? | 23 |
| La reconnaissance formelle liée au diplôme | 23 |
| La reconnaissance comme une forme de facilitation de la vie académique des étudiant·e·s | 24 |
| La reconnaissance des compétences acquises lors des activités d'engagement étudiant | 26 |
| Un soutien financier à l'engagement | 28 |
| Reconnaissance liée à la législation nationale et/ou au cadre réglementaire | 29 |



| | |
|--|-----------|
| Les établissements de l'enseignement supérieur : des « fabriques à citoyen·ne·s » ? | 31 |
| La perception des personnels universitaires sur le rôle de l'université et sa place dans la société | 32 |
| La perception de l'université et son rôle par les étudiant·e·s | 34 |
| Des facteurs culturels, générationnels et sociétaux | 35 |
| L'influence du monde du travail et de l'approche par les compétences sur la perception de l'université | 38 |
| Tout le monde n'est pas prêt ? | 42 |
| Partie III – Les effets de la reconnaissance de l'engagement sur les parcours | 44 |
| La reconnaissance : une forme de légitimation par l'institution | 44 |
| Du point de vue des membres universitaires | 44 |
| Du point de vue étudiant·e·s | 45 |
| Encourager plus d'étudiant·e·s à s'engager ? | 45 |
| La reconnaissance et le sens de l'engagement | 47 |
| Du point de vue des membres de l'université | 47 |
| Du point de vue des étudiant·e·s | 48 |
| Un processus de co-construction est-il la réponse ? | 48 |
| La reconnaissance conduit-elle à des parcours d'engagement différents ? | 50 |
| La reconnaissance permet les parcours d'engagement | 50 |
| La reconnaissance n'est pas nécessaire à l'engagement étudiant | 51 |
| Conclusion | 54 |
| Sources | 56 |



Abréviations

1. **CGE** – Conférence des Grandes Écoles
2. **COMUE** – Communauté d'universités et établissements
3. **CNESER** – Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche
4. **CPU** – La Conférence des présidents d'université
5. **CROUS** - Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires
6. **ECTS** – Le système européen de transfert et d'accumulation de crédits
7. **EES** – Etablissement(s) de l'enseignement supérieur
8. **EUA** – L'Association européenne des université (European University Association)
9. **EUUF** – La Fondation européenne des universités (European University Foundation)
10. **European STEP** – European STudent Engagement Project
11. **Höög** – Nom hongrois désignant l'union nationale des étudiant·e·s
12. **ÖH** – Österreichische Hochschüler_innenschaft : Nom autrichien désignant l'union des étudiant·e·s
13. **ONG** – Organisation non-gouvernementale
14. **UE** – Union Européenne



À propos de European STEP

European STEP est un projet européen qui interroge la place de l'engagement des jeunes en Europe. Dans le contexte européen actuel où la participation et l'engagement civique, social, culturel et politique des jeunes dans la société sont mises en avant par la Stratégie européenne de la jeunesse 2019-2027¹ et des mécanismes tel que le Corps européen de solidarité², la question de la reconnaissance de l'engagement se pose.

Depuis Septembre 2018, le réseau français d'associations étudiantes, Animafac³, a lancé le projet Erasmus + « European Student Engagement Project » (European STEP) en coopération avec six partenaires européens : la Fondation européenne des universités (EUF) au Luxembourg⁴, le Bureau de la vie étudiante de l'Université de Dublin en Irlande⁵, CY Cergy Paris Université en France⁶, l'Université de Valladolid en Espagne⁷, l'Université de Vienne en Autriche⁸ et le Centre du volontariat de l'Université de Varsovie en Pologne⁹.

De plus, l'Association européenne des universités (EUA)¹⁰, la Conférence des présidents d'université (CPU)¹¹, la Conférence des grandes écoles (CGE)¹², et les CROUS¹³ se sont associés au projet pour favoriser la dissémination de ces résultats.

¹ https://ec.europa.eu/youth/policy/youth-strategy_fr

² https://europa.eu/youth/solidarity_fr

³ <https://www.animafac.net/>

⁴ <https://uni-foundation.eu/>

⁵ <https://www.dcu.ie/studentlife/office-of-student-life>

⁶ <https://www.u-cergy.fr/fr/index.html>

⁷ <https://www.observal.es/es/>

⁸ <https://www.univie.ac.at/>

⁹ <https://wolontariat.uw.edu.pl/>

¹⁰ <https://eua.eu/>

¹¹ <http://www.cpu.fr/>

¹² <https://www.cge.asso.fr/>

¹³ <http://www.etudiant.gouv.fr/pid33797/cnous-crous.html>



Les partenaires du projet :

* ANIMAFAC



Les partenaires associés :





Qu'est-ce qu'European STEP ?

Ce projet interroge la reconnaissance de l'engagement des jeunes dans les parcours étudiants. Il a permis d'établir un panorama des pratiques dans les différents pays de l'Union européenne (UE). De plus, il vise à contribuer à la reconnaissance et la valorisation de l'engagement des étudiant-e-s en Europe, notamment en tant que facteur de développement de compétences transversales, appelées *soft skills* en anglais¹⁴. Celles-ci étant complémentaires à celles acquises dans le cadre d'un parcours académique.

Afin de mener à bien le projet, le consortium a conduit une étude en trois étapes sur la reconnaissance de l'engagement étudiant en Europe.

La première étape menée entre septembre 2018 et janvier 2019 a abouti à une cartographie des cadres législatifs et réglementaires de reconnaissance de l'engagement étudiant en Europe¹⁵. Les résultats ont permis de classer les pays selon trois catégories : les pays avec un cadre législatif sur la reconnaissance de l'engagement pour l'enseignement supérieur ; les pays avec un cadre législatif sur la reconnaissance de l'engagement indépendant de l'enseignement supérieur ; les pays où il n'y a aucun cadre législatif sur la reconnaissance de l'engagement.

La deuxième étape menée entre février et août 2019 a consisté en la réalisation d'une enquête basée sur un questionnaire en ligne adressé aux établissements de l'enseignement supérieur. Le but était de recueillir des informations sur leurs politiques et les modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant dans leur structure. Les résultats ont permis la rédaction d'un rapport préliminaire les synthétisant¹⁶.

¹⁴ Définition des *soft skills* d'après le projet européen elen4work <http://elene4work.eu/el4w-project/> : "un ensemble de compétences cognitives et métacognitives, de compétences interpersonnelles, intellectuelles et pratiques. Elles aident les gens à s'adapter et à se comporter de manière positive afin de pouvoir relever les défis de leur vie professionnelle et quotidienne".

¹⁵ La carte est disponible ici : <http://www.animafac.net/minisite/european-step/european-step-en/>

¹⁶ Le rapport préliminaire est disponible en anglais ici : https://www.animafac.net/media/2019.10.29-O2_Preliminary_Report_Final_compressed.pdf



La troisième étape dont les résultats sont présentés ici est, quant à elle, une étude qualitative. Elle s'appuie sur des entretiens menés auprès d'étudiant·e·s engagé·e·s, de professeur·e·s et de membres des personnels administratifs des EES européens afin de comprendre comment la place de l'engagement étudiant et des compétences liées à ces expériences est perçue et varie à l'échelle individuelle.



Introduction

Qu'est-ce que l'engagement étudiant en Europe ? Comment les étudiant·e·s, professeur·e·s et membres du personnel administratif perçoivent les engagements étudiants ? Comment perçoivent-il·elle·s la place des compétences acquises dans le cadre de l'engagement dans des activités extra académiques ? Comment cela varie-t-il en fonction des établissements de l'enseignement supérieur et des pays européens ? Quels sont les impacts de la reconnaissance de ces engagements sur les parcours étudiants mais aussi les parcours de vie et parcours professionnels ?

Les premières étapes du projet¹⁷ ont révélé qu'il n'y a pas de définition unique de l'engagement étudiant en Europe, que ce soit dans les textes législatifs et réglementaires des différents pays ou que ce soit parmi les EES. De même, il n'y a pas une seule stratégie pour la reconnaissance de l'engagement des étudiant·e·s dans l'enseignement supérieur européen. Les modalités de reconnaissance varient d'un établissement à l'autre. Toutefois, des modalités similaires se retrouvent dans plusieurs pays européens. Par ailleurs, les résultats de la cartographie et du rapport préliminaire¹⁸ ont montré que malgré l'absence de législations ou de réglementations nationales dans certains pays, il existe des établissements d'enseignement supérieur qui développent des mesures de reconnaissance de l'engagement étudiant.

Afin de mieux comprendre la notion d'engagement étudiant en Europe et la façon dont sa place varie selon les institutions et les pays, les partenaires du projet European STEP ont mené, entre juillet 2019 et janvier 2020, quatre-vingt-dix entretiens dans trente-quatre EES de onze pays différents. Il s'agit de : l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Hongrie, l'Irlande, la Lituanie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, et la République Tchèque. Plus précisément, ont été interrogé·e·s des étudiant·e·s engagé·e·s, des

¹⁷ La cartographie des cadres législatifs et réglementaires sur la reconnaissance de l'engagement étudiant et l'enquête en ligne : <http://www.animafac.net/minisite/european-step/european-step-en/> et le rapport préliminaire sur les modalités de reconnaissance dans les EES : https://www.animafac.net/media/2019.10.29-O2_Preliminary_Report_Final_compressed.pdf

¹⁸ *ibid*



professeur·e·s, des membres du personnel impliqué·e·s sur les questions d'engagement et des représentant·e·s des organisations dans lesquelles les étudiant·e·s s'engagent¹⁹.

Ce rapport se veut donc être une synthèse de cette troisième étape de l'étude sur la reconnaissance de l'engagement étudiant. La première partie interroge la notion d'engagement étudiant en Europe et présente une typologie des engagements étudiants élaborée à partir des entretiens menés. La deuxième partie présente une typologie des modalités de reconnaissance²⁰ de l'engagement étudiant et met en perspective les différentes perceptions du rôle des ESS dans ce processus de reconnaissance. Enfin, la troisième partie interroge l'effet de la reconnaissance sur l'engagement des étudiant·e·s mais aussi sur leurs parcours académiques et de vie.

¹⁹ Dans cette étude, nous n'utilisons pas le terme "association", qui est un statut juridique spécifique à la France. Il ne recouvre ainsi pas tous les types d'organisations étudiant·e·s mentionnées et interviewées.

²⁰ Cette typologie est notamment basée sur les résultats du rapport préliminaire : https://www.animafac.net/media/2019.10.29-O2_Preliminary_Report_Final_compressed.pdf



Les entretiens European STEP

Entre juillet 2019 et janvier 2020, les partenaires d'European STEP, Animafac, CY Cergy Paris Université, l'Université de Dublin, l'Université de Valladolid, le Centre du volontariat de l'Université de Varsovie et l'Université de Vienne, ont conduit :

90 entretiens auprès de :

- **46 étudiant·e·s engagé·e·s**
- **28 membres du personnel administratif des EES**
- **14 professeur·e·s**
- **1 représentant·e d'une organisation** étudiante, le Éco-Charlie à Nice
- **1 représentant·e d'une association nationale d'universités**, l'Association des universités irlandaises (Irish Universities Association)

De plus, 34 établissements d'enseignement supérieur de 11 pays européens²¹ sont représentés, à savoir :

- **l'Autriche** : Université de Vienne
- **la Belgique** : Université Libre de Bruxelles, Hogent Collège Universitaire
- **l'Espagne** : Université de Cantabrie, Université de Coruña, Université Fabra De Pompeu, Université de la Rioja, Université Miguel Hernández el Elche, Université Oberta de Catalunya, Université de Valencia, Université de Valladolid
- **la France** : CY Cergy Paris Université, l'École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications ENSEA, Université Clermont-Auvergne, Université Côte d'Azur, Université de Lille, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Université de Strasbourg, Université de Tours
- **la Hongrie** : Université de Budapest, Université Nationale de l'Administration publique
- **l'Irlande** : Université de Dublin, Maynooth Université, Ulster Université
- **la Lituanie** : Université Mykolas Romeris
- **les Pays-Bas** : Université de Maastricht, la Royal Academy of Arts, Université d'Utrecht

²¹ Dans notre étude, les EES de la France sont davantage représentés que les établissements des autres pays



- **la Pologne** : SGH Ecole d'Économie de Varsovie, Université de Łódź, Université Médicale de Varsovie, Université de Varsovie
- **le Portugal** : Institut Polytechnique de Leira
- **la République Tchèque** : Charles Université

Remarque préliminaire : dans cette étude, le nombre de réponses venant de France est plus important que dans les autres pays interrogés bien que le nombre d'ESS français soit le même que le nombre d'ESS espagnols.



Partie I – Une pluralité d’engagements étudiants en Europe

Cette première partie propose d’interroger la notion d’engagement étudiant en Europe. Car, finalement qu’est-ce que l’engagement étudiant ? Ne peut-on pas plutôt parler des engagements étudiants que de l’engagement étudiant ? N’existe-t’il pas plutôt plusieurs types d’engagements des étudiant·e·s ?

La notion d’engagement étudiant en Europe

Le projet European STEP nous a permis d’aborder la notion d’engagement étudiant à trois niveaux différents :

- Au niveau national : il nous a permis d’aborder la notion d’engagement étudiant par le biais des cadres législatifs et réglementaires dans les pays de l’Union européenne. Les résultats ont abouti à la réalisation d’une cartographie entre septembre et décembre 2018 ;
- Au niveau institutionnel : il nous a permis d’aborder la notion d’engagement étudiant du point de vue des EES de vingt-six pays de l’UE. Le questionnaire en ligne diffusé entre février et avril 2019 a abouti à un rapport préliminaire présentant les différentes formes de reconnaissance de l’engagement étudiant au sein des EES.
- Au niveau individuel : il nous a permis d’aborder la notion d’engagement étudiant du point de vue individuel es étudiant·e·s engagé·e·s, professeur·e·s et personnels administratifs impliqué·e·s sur les questions d’engagement issu·e·s trente-trois établissements avec les entretiens conduits entre juillet 2019 et janvier 2020.

Il a ainsi été remarqué à chacun de ces niveaux qu’il n’y a pas de terminologie unique ni de définition unanime pour désigner l’engagement étudiant. Cela peut s’expliquer par les différences linguistiques puisqu’un même terme n’a pas forcément le même sens selon la langue, la culture. Cela peut aussi s’expliquer par le fait que les différent·e·s acteur·rice·s en lien avec l’engagement étudiant interprètent différemment le même terme en y intégrant



des éléments différents. Ainsi, selon le point de vue par lequel on aborde la notion d'engagement étudiant, plusieurs définitions ressortent.

Au niveau des législations et réglementations nationales ou régionales, certains pays²² parleront plutôt de « volontariat », de « bénévolat », d'« engagement civique » ou encore d'« engagement social ». Au niveau européen on retrouve aussi la notion de « participation à la vie démocratique » mise en avant dans la Stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour la période 2019-2027²³. De ce fait, les partenaires du projet European STEP ont présenté l'engagement étudiant sous un prisme englobant et généraliste aux personnes participant à la suite de l'étude²⁴ comme suit : « *la participation active des étudiant·e·s à des activités de citoyenneté, de solidarité ou encore sportives et culturelles, au volontariat, à l'engagement politique, social, associatif, extra académique ainsi qu'à leur implication dans leurs universités et sur leurs campus.* »

Au niveau des institutions de l'enseignement supérieur, l'engagement étudiant recouvre différents types d'activités. Peuvent être considérés comme de l'engagement étudiant, l'engagement dans des organisations étudiantes, l'engagement dans des activités de solidarité ou de citoyenneté dans différents types de structures comme les ONG (volontariat/bénévolat), les activités extra-académiques, culturelles ou sportives, la représentation étudiante, le tutorat, l'activité professionnelle et l'engagement politique. Le rapport préliminaire basé sur l'enquête en ligne²⁵ a également permis de constater que les EES ne considèrent pas l'engagement étudiant qu'au sein de l'établissement : l'engagement étudiant peut avoir lieu en dehors de l'université.

Au niveau des étudiant·e·s engagé·e·s, professeur·e·s et administrateur·rice·s, l'engagement étudiant aussi est pluriel et peut prendre diverses formes. Les entretiens menés dans le cadre de l'étude réalisée entre Juillet 2019 et janvier 2020 nous ont montré

²² Résultats issus de l'enquête en ligne et du rapport préliminaire

²³ https://ec.europa.eu/youth/policy/youth-strategy_fr

²⁴ Nous entendons ici les personnes ayant répondu au questionnaire en ligne, celles ayant participé aux entretiens.

²⁵ Le rapport préliminaire peut être trouvé en anglais ici :

https://www.animafac.net/media/2019.10.29-O2_Preliminary_Report_Final_compressed.pdf



que les contextes d'engagement, les aspirations, la place accordée aux études dans la vie d'un·e étudiant·e, la vision du rôle de l'université, l'entourage, la situation personnelle des individus, etc., peuvent produire différents types d'engagements. Comment les qualifier ? Quels critères utiliser pour définir ce qu'est l'engagement : le temps investi dans une activité, le caractère ponctuel, périodique ou régulier de l'engagement, la cause portée, etc. ? Si pour certain·e·s, on peut parler de parcours d'engagements, pour d'autres l'engagement est une étape.

Finalement la notion d'engagement étudiant en Europe recoupe une pluralité de formes d'engagements. La partie suivante propose donc d'approfondir cette question à travers la présentation d'une typologie des engagements étudiants.

Des engagements étudiants pluriels : une typologie des engagements

Nous avons dressé une typologie des engagements à partir des entretiens menés avec les quarante-six étudiant·e·s engagé·e·s. Nous nous sommes également appuyé·e·s sur la typologie proposée par Claire Thoury dans sa thèse *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*²⁶. Si la typologie opère une distinction entre les types d'engagement, on note que les étudiant·e·s peuvent se retrouver dans plusieurs types d'engagements présentés. Nous en avons donc identifié plusieurs et proposons la typologie suivante.

L'engagement pansement

L'engagement pansement « comme espace de construction identitaire pour mieux affronter des problèmes ou des doutes »²⁷. Parmi les étudiant·e·s interrogé·e·s nous retrouvons des étudiant·e·s, qui, par l'engagement sont parvenu·e·s à surmonter leur

²⁶ Claire Thoury, *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017. Dans sa thèse Claire Thoury présente la typologie suivante : l'engagement pansement, l'engagement sacrificiel, l'engagement charité chrétienne, l'engagement à vocation professionnalisante, l'engagement comme réponse « aux épreuves identitaires » (Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998), et l'engagement sacrificiel. En fonction de notre échantillon, nous avons repéré certains types d'engagement similaires, et adapté la typologie en fonction. Nous n'avons pas retrouvé les deux derniers types d'engagements de cette typologie.

²⁷ Ibid.



timidité, à s'intégrer dans un groupe, s'exercer à la rencontre d'autrui et être plus à l'aise en société.

« Déjà, j'ai surmonté ma timidité. J'étais animateur·rice, ça m'a obligé à prendre la parole.

J'ai acquis plein de compétences. »

Étudiant·e engagé·e - Université de Strasbourg, France

On remarque que ce sont des étudiant·e·s, qui en s'investissant dans un projet collectif qui leur tient à cœur, accomplissent en parallèle leur cheminement vers la socialisation, que ce soit dans des organisations étudiantes ou non-étudiantes, ou que ce soit en tant que représentant·e étudiant·e. Ce type d'engagement se retrouve surtout parmi les étudiant·e·s de France, d'Espagne et de Pologne.

L'engagement de cause

Dans ce type d'engagement, les étudiant·e·s choisissent de s'engager pour une cause. C'est cette dernière qui les motive, les anime, en adéquation souvent avec leurs visions du monde et de la société. Ces engagements peuvent revêtir un caractère politique, mais pas forcément au sens de politique "politicienne". Cela peut être des engagements écologistes, sociaux, militants, de conviction, pour l'égalité des chances ou la lutte contre la pauvreté par exemple. Ce type d'engagement se retrouve parmi les étudiant·e·s des pays suivants : Belgique, France, Espagne, Irlande, Pologne et République Tchèque. Pour certain·e·s, leur engagement est lié au thème de leurs études (carrière sociale, sociologie, médecine, droit, sciences politiques). Il peut être bénévole en parallèle de leurs études ou se poursuivre après leurs études ou encore se manifester par leurs choix professionnels.

« Je me vois [plus tard] travailler pour une association ou une ONG. Je n'avais jamais vu les choses comme ça avant mais, rien que le fait d'étudier, c'est déjà un engagement.

Déjà à ce moment-là, il y avait des choses qui ne me plaisaient pas trop, changer des lois.

Et là mon métier plus tard j'aimerais bien que ce soit pour changer les choses. L'écologie c'est mon sujet en ce moment donc j'aimerais bien avoir un travail en lien avec l'écologie. »

Étudiant·e engagé·e - Université de Strasbourg, France



L'engagement « charité chrétienne »

Ici nous ne faisons pas forcément référence à un engagement religieux (aucune des personnes entretenues ne l'a fait), mais à l'idée d'aider les autres, de servir (« *I just wanted to serve* »²⁸), de donner de son temps pour être utile. On retrouve ce type d'engagement parmi les étudiant·e·s dans les EES autrichiens, espagnols, français, hongrois, irlandais et polonais. Par exemple, les étudiant·e·s concerné·e·s aident leurs camarades étudiant·e·s, entretiennent leur ville ou encore prêtent main forte aux associations de protection des animaux.

L'engagement à vocation professionnalisante ou l'engagement pour le développement de compétences

Dans ce type d'engagement, les étudiant·e·s s'engagent pour étoffer leur CV, développer des compétences pratiques qu'il·elle·s pourront utiliser par la suite. Ce type d'engagement est notamment cité par des étudiant·e·s en études médicales, de droit et d'ingénieur issu·e·s d'EES d'Irlande, d'Autriche, d'Espagne, de France et de Pologne.

« Les compétences que j'ai acquises [pendant mon engagement] m'aident pour le travail, les relations sociales et dans ma vie en général. Cela m'a aidé à grandir en tant que personne et a été bénéfique pour moi à différents niveaux. Cela m'a aidé à trouver le type de parcours professionnel que je souhaite suivre. »
Étudiant·e engagé·e - Université de Dublin, Irlande

Certain·e·s étudiant·e·s mentionnent également le fait qu'il s'agit parfois d'un moyen de se créer un réseau ou de mettre un pied dans le milieu professionnel dans lequel il·elle·s souhaitent évoluer. Ainsi, en plus d'acquérir des compétences, l'engagement leur permet parfois de se créer un réseau pour leur avenir professionnel. Par exemple, un·e représentant·e étudiant·e polonais·e de l'Université Médicale de Varsovie mentionne l'idée

²⁸ Traduction en français : « Je voulais juste servir » - Étudiant·e·s engagé·e de Höög, Hongrie



de se créer un *capital social* par l'engagement, « les ressources qui découlent de la participation à des réseaux de relations qui sont plus ou moins institutionnalisés »²⁹.

« *C'est bon pour le réseautage.* »

Étudiant·e engagé·e - Université médicale de Varsovie, Pologne

Ainsi, nous l'avons également associé à l'engagement de développement de compétences car des étudiant·e·s insistent sur les qualités individuelles qu'il·elle·s vont développer et pouvoir utiliser par la suite : des qualités humaines, des savoir être, des compétences transversales, appelées *soft skills* en anglais³⁰. L'acquisition de compétences et l'expérimentation deviennent de plus en plus une cause, une raison, le résultat recherché lorsqu'on s'engage.

L'engagement pour participer à un projet collectif

Il s'agit ici d'un engagement pour des causes de nature différente mais dont le but est de participer à la construction ou au développement d'un projet commun. Pour ce type d'engagement, on retrouve des étudiant·e·s, des représentant·e·s étudiant·e·s, et des bénévoles autrichien·ne·s, belges, espagnol·e·s, français·e·s et polonais·e·s.

« *En fait c'est quand je suis arrivé·e en licence de socio que je me suis rendu·e compte que la dynamique collective que j'avais en DUT carrière sociale, je ne la retrouvais plus du tout en socio. Je voyais des trajectoires étudiantes différentes. Les gens étaient complètement individualistes, ils ne se préoccupaient pas forcément du parcours de chacun, il n'y avait pas de projet commun, il n'y avait pas de choses qui faisaient converger les étudiant·e·s les un·e·s vers les autres et donc j'ai pris l'initiative de créer une association à l'époque.* »

²⁹ Dominique Méda, « Le capital social : un point de vue critique », *L'Économie politique*, 2002/2 (n° 14), p. 36-47

³⁰ Définition des *soft skills* d'après le projet européen elen4work <http://elene4work.eu/el4w-project/> : "un ensemble de compétences cognitives et métacognitives, de compétences interpersonnelles, intellectuelles et pratiques. Elles aident les gens à s'adapter et à se comporter de manière positive afin de pouvoir relever les défis de leur vie professionnelle et quotidienne".



Ancien·ne étudiant·e engagé·e dans l'associatif étudiant et associatif en général -

Université de Tours, France

Cette typologie présente donc plusieurs types d'engagements étudiant. Il peut bien sûr y en avoir d'autres. Par exemple, certain·e·s étudiant·e·s s'engagent par le biais de leurs connaissances, leurs ami·e·s, leur famille.

« J'avais des ami·e·s qui faisaient partie de ces groupes de travail et c'est comme ça que je me suis engagé·e. De plus, j'en savais déjà beaucoup de choses sur ces expériences, car mon frère aussi s'était engagé dans ces organisations avant que je ne le fasse. »

Représentant·e étudiant·e - Université de Valladolid, Espagne

Enfin, il est intéressant de noter qu'aucune tendance par pays se dégage. Nous retrouvons des types d'engagements similaires dans plusieurs pays ainsi que dans plusieurs établissements.

Un profil des étudiant·e·s engagé·e·s ?

Après avoir abordé la notion d'engagement étudiant à travers les différents types d'engagements représentés dans notre étude, nous nous sommes intéressé·e·s à la question du profil des étudiant·e·s qui s'engagent. Celle-ci a été posée aux professeur·e·s et membres des personnels administratifs des EES représenté·e·s dans cette étude.

Un profil d'étudiant·e·s engagé·e·s en fonction du moment dans le parcours d'études ?

Existe-t-il un profil des étudiant·e·s engagé·e·s basé sur le niveau d'études ? Les étudiant·e·s en première année s'engagent-il·elles plus que les dernières années ?

Selon les pays, les réponses varient. Par exemple, d'après les membres des personnels administratifs travaillant sur les questions d'engagement étudiant en Irlande, les étudiant·e·s qui s'engagent le plus sont, en général, les 1^{ères} années, les étudiant·e·s de premier cycle, ou encore les nouveaux·elles arrivant·e·s. Ces personnes interrogées expliquent cette tendance par le fait que ces étudiant·e·s auraient plus de temps grâce à des programmes académiques moins exigeants. Elles mentionnent également que ce sont



ceux·celles qui vivent plus près du campus et qui peuvent s'y rendre plus facilement qui s'engagent le plus en majorité.

« En règle générale, les étudiant·e·s qui vivent sur le campus ou à proximité sont plus enclins à s'engager que les étudiant·e·s qui font la navette. Les étudiant·e·s de première et de deuxième année de licence ont tendance à être plus engagé·e·s que les étudiant·e·s plus avancé·e·s dans leurs études et les étudiant·e·s de master. »³¹

Personnel académique - Université de Dublin, Irlande

En France et en Belgique, la tendance est plutôt contraire. Les personnes interrogées considèrent que les étudiant·e·s s'engagent plus tardivement dans leurs études. Elles mentionnent notamment la notion de maturité dans les désirs et d'adaptation à la vie étudiante, de stabilité dans les études.

En Espagne, les deux tendances co-existent. Les résultats dépendent de l'université « qu'il y avait une plus grande proportion [d'étudiant·e·s engagé·e·s] parmi les 18-20 ans», alors qu'à l'université de Cantabrie « la grande majorité des étudiante·s [engagé·e·s] sont des dernières années. »

Il ressort des entretiens menés auprès des professeur·e·s et membres des personnels administratifs, que, selon les pays, les étudiant·e·s ne s'engagent pas aux mêmes moments de leurs parcours d'études. Ainsi, à l'échelle européenne, il n'existe pas de profil type d'étudiant·e·s engagé·e·s par rapport au moment où il·elle·s s'engagent dans leur parcours d'études.

Un profil d'étudiant·e·s engagé·e·s en fonction de la filière d'études ?

Existe-t-il un profil d'étudiant engagé, cette fois-ci, basé sur la filière d'étude ?

Les membres des personnels administratifs travaillant sur les questions d'engagement étudiant expliquent que les étudiant·e·s engagé·e·s viennent des sciences "dures", des sciences sociales et humaines et des études en administration et gestion. Il·elle·s n'ont

³¹ Traduits de l'anglais "Typically, students living on or close to campus are more likely to engage than commuting students. first and second year undergraduate students tend to be more engaged than students further into their course, and postgraduate students."



toutefois pas le même type d'engagement et ne s'engagent pas non plus pour la même cause ou pour les mêmes raisons.

Certain·e·s expliquent qu'il est parfois plus facile ou plus évident pour un·e étudiant·e en sciences sociales de s'engager et de savoir dans quel domaine le faire. Par exemple, en République Tchèque, le·la membre du personnel administratif interrogé·e voit un lien entre l'engagement et les étudiant·e·s en sciences politiques, en histoire et en humanités, « ces domaines d'études qui sont naturellement enclins à étudier et comprendre la société ». Pour autant, cela ne signifie pas que les autres n'ont pas envie de s'investir en dehors de leur parcours académique. Les étudiant·e·s en médecine par exemple s'engagent aussi.

« Désormais, je ne peux m'imaginer seulement étudier. Cela serait ennuyeux et ce ne serait pas suffisant d'étudier seulement pour les contrôles et les examens, surtout des choses qui ne sont pas nécessairement utiles. Là [grâce à mon engagement], je peux faire des choses pour moi, pour mon futur (...). Donc je ne peux m'imaginer juste aller à l'université et étudier car cela signifierait être diplômé·e et ne pas savoir quoi faire après. »

Étudiant·e engagé·e - Université médicale de Varsovie, Pologne

Il ressort des entretiens menés auprès des professeur·e·s et membres des personnels administratifs, que, selon les pays, les étudiant·e·s de toutes les filières s'engagent. Ainsi, à l'échelle européenne, il n'existe pas de profil type d'étudiant·e·s engagé·e·s par rapport à leur filière d'études.

De l'engagement ponctuel au parcours d'engagement

Dans cette étude, nous nous sommes également demandé·e·s s'il existait un profil d'engagé·e·s en fonction de la durée de l'engagement des étudiant·e·s : les engagements durent-ils tout au long du parcours d'études ? Sont-ils plus ponctuels et plus nombreux ? Changent-ils d'une année à l'autre ou d'un semestre à l'autre ?

En Espagne, un engagement « plus ponctuel », « intermittent » semble se dessiner. Un·e membre du personnel administratif espagnol·e explique qu'il·elle observe que le bénévolat (*voluntariado* en espagnol) est de plus en plus répandu, mais qu'il a changé. Celui-ci serait



plus ponctuel, plus intermittent. Plus ponctuel dans le sens où les étudiant·e·s font une activité sur une période plutôt courte et en changeant pour une autre ensuite. Il y aurait une nouvelle conception du bénévolat, de la participation citoyenne et de la mobilisation pour une cause chez les jeunes.

« Selon moi, cela n'a pas augmenté et en même cela a augmenté. Il est vrai qu'il y a plus d'étudiant·e qui participent, qui s'engagent, mais cela concerne des activités très spécifiques. De plus, cela a changé le concept que nous avons de l'engagement civique ainsi que de la façon dont on définit la mobilisation pour une "cause concrète". » Membre du personnel administratif - Université de Coruña, Espagne

En Pologne, malgré des études plus courtes, les entretiens semblent s'accorder pour parler d'une nouvelle tendance dans la société. En effet, beaucoup de jeunes s'engagent et se sensibilisent à la participation active dans la société civile. Auparavant, la plupart des étudiant·e·s impliqué·e·s dans des activités extra-académiques pour acquérir de l'expérience étaient plus âgé·e·s. Leur engagement commençait plus tard dans leur vie. De plus, il fallait se justifier auprès de son entourage et expliquer que cela aurait de la valeur pour trouver un travail. Aujourd'hui, les membres des universités interrogé·e·s disent que beaucoup d'étudiant·e·s polonais·e·s arrivant à l'université, étaient déjà engagé·e·s au lycée et souhaitent continuer leur engagement pour rencontrer de nouvelles personnes, expérimenter, être dans l'action concrète.

« Si nous avons quelque chose d'intéressant et de sympa à partager avec les autres, je pense que nous devrions le faire. Je pourrais juste être un·e étudiant·e, aller à l'université, etc., mais je pense que c'est super le fait d'avoir la force d'aider quelqu'un. Même à l'échelle très locale, parce que je crois au principe "penser global, agir local". »
Étudiant·e engagé·e - Université de Varsovie, Pologne

On pourrait alors se rapprocher de l'idée de parcours d'engagement. Un engagement entraînant un autre, un fil conducteur qui relie différents engagements entre eux ou alors guide les parcours des étudiant·e·s.



Par exemple en France les étudiant·e·s, interrogé·e·s, disent qu'il·elle·s se sont engagé·e·s dans les associations ou sur leur campus depuis le début de leur cursus et ne se sont jamais arrêté·e·s, à l'image d'un·e étudiant·e interrogé·e à Lille : cet·te étudiant·e a débuté dans l'associatif de filière avant de fonder une fédération d'associations étudiantes et d'en devenir le·la premier·ère vice-président·e; son parcours a continué en tant qu'élue à la CFVU³², puis vice-président·e étudiant·e.

On retrouve aussi ce profil en Autriche ou en Hongrie où les élu·e·s ayant des responsabilités semblent gravir les échelons et niveaux de représentations au fil des années. Certain·e·s ont continué ou souhaitent continuer dans leur vie, personnelle et/ou professionnelle.

Finalement, à l'échelle européenne il ne semble pas y avoir de profil type de l'étudiant·e engagé·e et plusieurs facteurs peuvent être pris en compte pour qualifier tant les étudiant·e·s engagé·e·s que leurs engagements. Comment cela se traduit-il au sein des institutions de l'enseignement européen ? Quelle place et quelle perception donnent-elles à l'engagement étudiant ? Qu'en pensent les étudiant·e·s concerné·e·s ?

Partie II - Comment les institutions et les étudiant·e·s perçoivent le rôle de l'université et la reconnaissance de l'engagement par celle-ci ?

Le rapport préliminaire basé sur le questionnaire en ligne auquel 104 EES européens ont répondu entre février et avril 2019³³ a montré qu'il existe différentes façons de prendre en compte l'engagement étudiant dans les établissements européens : stratégies centralisées ou décentralisées pour l'engagement étudiant, services dédiés, communication institutionnelle sur le sujet, promotion de la vie associative de l'établissement, prise en compte des engagements dans les parcours académiques, allègement des emplois du temps, portfolio de compétences liées à l'engagement, etc. De plus, comme nous l'avons vu, l'engagement des étudiant·e·s est pluriel. Différentes

³² Commission Formation et Vie Universitaire

³³ https://www.animafac.net/media/2019.10.29-O2_Preliminary_Report_Final_compressed.pdf



modalités de reconnaissance peuvent s'appliquer pour différents types d'engagements ou pour les mêmes types d'engagements selon les établissements, les facultés et les pays.

Grâce aux entretiens menés dans le cadre de l'étude qualitative nous avons pu analyser ce qu'entendent les institutions par reconnaissance de l'engagement étudiant. Est-ce leur rôle de reconnaître l'engagement des étudiant·e·s ? Dans quelle mesure ? Comment cela se traduit-il dans la mise en place de politiques de reconnaissance de l'engagement ? Avant de répondre à ces questions, nous présenterons d'abord une typologie des modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant dans les ESS européens à partir des résultats du rapport préliminaire.

Qu'est-ce que la reconnaissance de l'engagement étudiant dans l'enseignement supérieur européen ?

Qu'entend-on par « reconnaissance de l'engagement étudiant » ? Que veut dire reconnaître l'engagement : le nommer, l'admettre, le constater³⁴, lui donner une valeur, le valoriser ? Lorsqu'on parle de reconnaissance de l'engagement étudiant, les notions de valorisation, de validation, d'accréditation interviennent. Dans les entretiens, l'idée de récompense (*reward* en anglais) a également été évoquée. S'il est difficile de distinguer précisément chacun de ces termes, ils permettent d'aborder la notion de reconnaissance de l'engagement dans sa globalité.

Dans cette partie, nous proposons une typologie des différents modes de reconnaissance identifiés dans notre étude, en nous appuyant sur la typologie de la reconnaissance établie dans le rapport d'enquête³⁵.

La reconnaissance formelle liée au diplôme

Qu'est-ce que la reconnaissance liée au diplôme ? Il s'agit ici de crédits ECTS pour les activités d'engagement étudiant ; de l'intégration de l'engagement étudiant dans les

³⁴ Par exemple extra-sup sur la reconnaissance et garantie des acquis et des compétences extracurriculaires des étudiant·e·s : <http://www.extrasup.eu/>.

³⁵ Rapport d'enquête disponible en anglais ici : https://www.animafac.net/media/2019.10.29-O2_Preliminary_Report_Final_compressed.pdf



programmes d'études de certains cursus de l'établissement ou encore dans tous les cursus ; de la possibilité de faire reconnaître l'engagement étudiant à travers un module optionnel (et valider ce module par des crédits ECTS ou des points bonus dans la moyenne du semestre ou d'une unité d'enseignement par exemple).

Dans notre échantillon, des établissements d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, de France, de Hongrie, d'Irlande, de Lituanie et de Pologne adoptent ce type de reconnaissance. Par exemple, à l'Université de Dublin (DCU) en Irlande, le module Uaneen³⁶ permet aux étudiant·e·s engagé·e·s dans des activités extracurriculaires de valider 5 crédits ECTS soit dans le cadre d'un module intégré au cursus (les crédits s'intègrent au diplôme), soit dans le cadre d'un module additionnel³⁷ (des crédits supplémentaires au diplôme).

« Il est vital [la reconnaissance formelle] pour l'estime de soi des jeunes et des étudiant·e·s en général d'être valorisé·e·s pour leurs efforts dans l'acquisition de compétences, dans leur développement individuel et personnel (...). »

Personnel·le administratif·ve - Université de Dublin, Irlande

Dans certains établissements français, il existe des unités d'enseignement « engagement étudiant » permettant de valider entre 3 et 6 ECTS généralement selon certaines modalités et pour certains types d'activités.

La faculté d'Économie de l'Université de Vienne valide 15 ECTS dans un semestre pour les élu·e·s de l'Union des étudiant·e·s ÖH avec des postes à responsabilité, ou encore pour les étudiant·e·s qui font du mentorat d'écriture (*writing mentoring*).

La reconnaissance comme une forme de facilitation de la vie académique des étudiant·e·s

Il s'agit grâce à ce type de reconnaissance de permettre aux étudiant·e·s de bénéficier d'aménagements pour pouvoir combiner études et engagements : adapter leurs emplois

³⁶ Plus d'informations sur le module Uaneen sur leur site :
<https://www.dcu.ie/uaneen/home-uaneen-module>

³⁷ En anglais *contributory module* et *non-contributory module*.



du temps, dispense d'assiduité, contrôle terminal, année de césure rendue possible dans le cadre des études, etc.

« Dans certains cas, vous pouvez assouplir l'horaire. Par exemple, pour la signature du contrat de volontariat entre l'organisation et l'étudiant, cela se fait de manière arrangeante pour les deux parties. Dans l'organisation de conférences, les horaires peuvent être adaptés. Par ailleurs, après le retour d'un·e volontaire à l'étranger, en période d'examen, il est possible de modifier les horaires afin d'avoir les mêmes possibilités [que les autres étudiant·e·s]. »

Membre du personnel administratif - Université Miguel Hernández, Espagne

Dans les EES représentés dans l'étude, il apparaît que cette forme de reconnaissance n'est pas toujours formalisée. Dans certains établissements ou certaines facultés, les étudiant·e·s s'arrangent souvent avec leurs professeur·e·s ou leur responsable de formation.

En effet, certain·e·s académiques nous expliquent que « ça se fait tout seul », sans que ce soit inscrit dans le règlement ou prévu explicitement dans le cursus. C'est le cas de l'Université Mykolas Romeris en Lituanie où l'on nous rapporte que les programmes sont suffisamment flexibles pour permettre aux étudiant·e·s de s'engager ailleurs.

« En général, en Lituanie, chacun des étudiants, pour une raison ou une autre, est engagé dans l'université, en dehors de l'université ou pour des raisons personnelles, et peuvent demander un programme d'études individuel. »

Membre du personnel académique - Université Mykolas Romeris, Lituanie

Dans d'autres établissements comme l'Université Nationale de l'Administration Publique en Hongrie, les aménagements sont formalisés : les élu·e·s se voient délivrer un « syllabus personnel » qui peut leur donner l'autorisation de passer les examens en contrôle terminal (à la carte).



En Espagne, il est intéressant de noter que la majorité des personnels avec qui nous sommes entretenu·e·s insistent sur le fait que ce sont les étudiant·e·s qui doivent choisir des activités de volontariat adaptées à leur cursus académique.

« Les emplois du temps n'ont pas besoin d'être adaptés, car ce sont les étudiant·e·s eux·elles-mêmes qui s'organisent selon leurs disponibilités. »

Membre de l'Association de Volontariat de l'Université de Valladolid, Espagne

La reconnaissance sous forme de distinction non-académique pour les étudiant·e·s et comme outil de renforcement de la communauté

Il s'agit de remise d'un prix aux étudiant·e·s engagé·e·s ; de certificats d'engagement mentionnant les activités et parfois aussi les compétences acquises ; d'espaces dédiés aux associations, la possibilité d'organiser des événements au sein de l'établissement, la communication par l'institution sur les activités des étudiant·e·s, etc.

« Si nous voulons promouvoir nos actions d'une manière ou d'une autre, nous pouvons également nous adresser au Bureau d'Information et de Communication. Il peut publier des informations à notre sujet sur la page Facebook de l'Université de Médecine de Varsovie. »

Étudiant·e engagé·e - Université de Médecine de Varsovie, Pologne

Plusieurs établissements remettent des prix pour l'engagement de leurs étudiant·e·s : le « Engage Award » à DCU en Irlande, ou encore le « Daróczy Ágnes Award » à l'Université de Budapest, un prix reconnu dans le milieu professionnel. Le Centre du Volontariat de l'Université de Varsovie, lui, peut remettre un certificat des activités et apprentissages aux étudiant·e·s. Ce type de certificat est également remis par les services de volontaires ou associations de volontaires des universités espagnoles. On retrouve des espaces dédiés aux associations étudiantes dans une large majorité d'établissements.

De plus, dans la grande majorité des établissements, il existe des espaces dédiés aux organisations étudiantes et de nombreuses modalités de reconnaissance de l'engagement



des étudiant·e·s. La plupart du temps, reconnaître l'engagement étudiant d'une façon ou d'une autre est vu comme important :

« Je pense que la reconnaissance de tout effort est importante, si l'effort n'est pas reconnu et récompensé, il est probable qu'il ne sera pas poursuivi. Si vous voulez accroître la participation des étudiant·e·s à l'engagement, il faut les encourager, et une récompense est un bon début. »

Salarié·e - Association des Universités Irlandaises, Irlande

La reconnaissance des compétences acquises lors des activités d'engagement étudiant

Ce type de reconnaissance peut passer par la validation de l'expérience d'engagement comme un stage obligatoire qui demande de valider certaines compétences ; la délivrance d'un supplément au diplôme mentionnant les compétences acquises grâce à l'engagement de l'étudiant·e ; ou encore des séances de formation pour les étudiant·e·s engagé·e·s (par exemple pour les aider à identifier les compétences qu'il·elle·s ont acquises au cours de leurs expériences). Les certificats mentionnés plus haut peuvent aussi entrer dans cette catégorie.

La reconnaissance formelle des compétences n'est pas très fréquente même si nos entretiens montrent que tant les étudiant·e·s que les académiques ont conscience de ce que peuvent apporter les expériences d'engagement en termes de compétences.

« D'une manière générale, pour compléter ce que nous pouvons faire à l'université, pour reconnaître et valoriser l'engagement des étudiant·e·s et surtout les compétences développées pendant l'engagement, je pense que nous manquons de références. (...) Il nous manque des références adaptées au système français. Pour l'instant, je pense que nous ne sommes pas prêts à reconnaître les compétences. Cela pourrait être pensé au niveau national. »

Membre du personnel académique - Université CY Cergy Paris, France



Les exemples sont nombreux : tout ce qui relève des *soft skills* évoquées précédemment et des compétences interpersonnelles notamment, la résolution de problème, la négociation, le « réseautage », ainsi que des compétences plus pratiques telles que la communication, le travail en équipe, la prise de décision et d’initiatives, la gestion de projet, le management ou encore le sens de l’organisation.

La reconnaissance formelle n’est pas souvent mentionnée dans les entretiens. Néanmoins, il est pertinent de citer quelques exemples. À la faculté de droit de l’Université de Łódz en Pologne, il est possible de faire un stage en plus du stage obligatoire et de le faire reconnaître dans le cadre d’un module optionnel. L’Université Mykolas Romeris en Lituanie donne la possibilité de faire reconnaître l’expérience dans une activité bénévole à la place du stage.

Des statuts spécifiques pour les étudiant·e·s engagé·e·s³⁸

Les étudiant·e·s engagé·e·s peuvent parfois bénéficier de statuts spécifiques dans certains ESS en fonction de leur engagement : statut de « responsable associatif·ve » ou encore d’ « étudiant·e engagé·e ». Cette pratique ne semble pas très répandue ou bien connue des personnes interrogées. Toutefois, il a parfois été mentionné. Par exemple, un·e étudiant·e interrogé·e de l’Université de Clermont-Ferrand, en France, explique qu’il existe plusieurs statuts spécifiques : étudiant·e sapeur-pompier volontaire, étudiant·e engagé·e à servir dans la réserve et sportif·ve de haut et bon niveau. L’université a d’ailleurs été l’une des premières à tester et à mettre en place le statut de “Responsable associatif·ve” avant son adoption dans la loi française³⁹.

³⁸ Animafac a porté la création d’un statut de responsable associatif et a encouragé son expérimentation à l’Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3 et l’Université Clermont Auvergne. La Loi Égalité et Citoyenneté promulguée en 2017, sans formaliser le statut, cadre les aménagements dont peuvent bénéficier les étudiant·e·s engagé·e·s

³⁹ Animafac a soutenu et encouragé la création de ce statut et a encouragé l’expérimentation à l’Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3 et l’université de Clermont-Ferrand. La loi Égalité et Citoyenneté entrée en vigueur en 2017, sans formaliser le statut, a adopté un cadre réglementaire permettant des ajustements pour les étudiant·e·s engagé·e·s.



« Nous avons testé le statut de “Responsable associatif·ve” dans une des deux universités, et dans l’autre il y avait un équivalent, mais qui n’était pas formalisé. »

Ancien·nne représentant·e étudiant·e - Université de Clermont-Auvergne, France

Pour les responsables associatif·ve·s, ce statut ouvre l’accès à différents droits : « inscription à l’annexe descriptive du diplôme, mentionnant le statut, l’engagement associatif et les compétences acquises, formation sur l’identification et la valorisation de compétences ; accès possible au Régime Spécial d’Études (RSE) ; autorisation ponctuelle d’absence ; possibilité de valider l’engagement associatif et l’activité correspondante dans le cadre d’une Unité d’Enseignement libre "Étudiant engagé dans une association étudiante" (...). Les statuts spécifiques existent ainsi dans certains EES et confèrent différents droits.

Un soutien financier à l’engagement

Enfin, un dernier soutien à l’engagement étudiant et moyen de le reconnaître est le soutien financier. Deux types de soutiens financiers ont émergé des entretiens.

Le premier type est celui où l’EES soutient financièrement directement les étudiant·e·s : à l’Université d’Utrecht aux Pays-Bas les élu·e·s peuvent être payé·e·s ; à l’université de Vienne leur frais d’inscription peuvent être pris en charge pour une certaine période, de même en Lituanie, à l’Université Mykolas Romeris ; à la Charles University en République Tchèque, l’ESS peut soutenir financièrement les étudiant·e·s impliqué·e·s dans des activités humanitaires.

« Les étudiant·e·s peuvent demander un soutien financier pour représenter l’Université lors de conférences à l’étranger. »

Étudiant·e engagé·e - Université Mykolas Romeris, Lituanie

Le second type est celui où l’EES finance des projets associatifs et projets étudiants grâce à des fonds propres ou des partenariats avec la ville, la communauté, etc. Il existe également des mesures de soutien financier des activités : par exemple, le système du Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE) en France



(prévu par la législation française), le « engagefonds » du Collège Universitaire Hogent en Belgique, et la bourse pour les projets solidaires de l'Université Libre de Bruxelles.

« Nous avons la chance de bénéficier d'un budget important de la part du FSDIE, qui soutient les organisations étudiantes. En général, tout le monde a le montant demandé, ce qui n'est pas le cas partout, j'imagine. »

Représentant-e étudiant-e - Université CY Cergy Paris, France

Finalement, on remarque qu'il existe différents types de reconnaissance de l'engagement étudiant plus ou moins formels, qui s'inscrivent dans le cadre des cursus ou bien qui permettent de faciliter la démarche d'engagement

Reconnaissance liée à la législation nationale et/ou au cadre réglementaire

Toutefois, s'il est difficile d'établir une typologie de la reconnaissance selon les pays d'après les entretiens que nous avons menés, il a été remarqué que dans les établissements en Espagne, en France, en Irlande et en Lituanie, quatre pays où il y a une législation sur la reconnaissance de l'engagement étudiant dans l'enseignement supérieur⁴⁰, les EES adoptent plusieurs types de reconnaissances, parfois en fonction du type d'engagement⁴¹. En général, les établissements proposent plusieurs options de la validation académique à l'aménagement des cursus et l'accompagnement des étudiant-e-s, en passant par le soutien financier, alors que d'autres se concentrent sur les ECTS.

Dans les pays où il y a un cadre législatif sur l'engagement non spécifique à l'enseignement supérieur, les établissements représentés dans notre étude ont tout de même mis en place deux types de modalités de reconnaissance : on retrouve des crédits ECTS validés dans un semestre dans certaines facultés de l'Université de Vienne, et un soutien pour financer les projets associatifs et des étudiant-e-s dans les deux institutions belges. A Charles University en République Tchèque, les mesures de reconnaissance ne

⁴⁰ Loi sur le volontariat 2011 en Lituanie, la Stratégie nationale pour l'enseignement supérieur pour 2030 en Irlande, la loi sur le volontariat de 2015 en Espagne, la loi Égalité et Citoyenneté 2017 en France.

⁴¹ Nous n'avons pas assez d'informations sur la Hongrie, un pays avec le même type de législation, pour faire le même lien.



semblent pas formalisées, mais des certificats, des prix, ou un soutien financier directement pour les étudiant·e·s peuvent être délivrés.

Dans les pays où il n'y a pas de cadre législatif, on retrouve des certificats pour certains types d'activités à l'université de Maastricht et un soutien financier pour certains types d'engagement à l'Université d'Utrecht, d'après nos entretiens. En Pologne, dans la majorité des établissements représentés, il n'y a pas de mesures de reconnaissance de l'engagement, sauf au Centre du Volontariat de l'Université de Varsovie. Le Centre reconnaît l'engagement avec un certificat d'engagement en principe. Mais dans certaines situations, l'engagement peut faire partie de certains programmes et peut être reconnu par des ECTS. Dans ce cas, les étudiant·e·s peuvent choisir entre le certificat ou les ECTS.

On constate ainsi que les membres des ESS entretenus se saisissent de la question de la reconnaissance des engagements étudiants de différentes façons, qu'il y ait une législation ou un cadre réglementaire ou non.

Les établissements de l'enseignement supérieur : des « fabriques à citoyen·ne·s »⁴² ?

La question de l'engagement étudiant n'est pas un sujet nouveau dans l'enseignement supérieur, mais les entretiens ont mis en exergue la question de plus en plus présente du rôle des ESS vis-à-vis de l'engagement étudiant et de sa reconnaissance. Deux types de visions du rôle des universités se dégagent des entretiens.

La première vision est celle de la dimension sociale de l'université. Dans notre société contemporaine, où, les défis écologiques, sociaux, politiques et culturels sont multiples, le rôle que doivent jouer les EES est questionné par les personnes interrogées. Cette réflexion s'inscrit dans un contexte où la dimension sociale de l'université est remise sur le devant de la scène dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur. De plus, la participation active des jeunes apparaît comme l'enjeu principal de la Stratégie de l'Union Européenne pour la jeunesse pour la période 2019-2027. Selon cette vision, l'université

⁴² On retrouve cette expression dans l'un des entretiens en France avec un·e étudiant·e.



n'est alors pas seulement un espace dédié à l'apprentissage théorique et à la recherche, c'est aussi un lieu pour former des citoyen·ne·s.

« Nous voulons que nos étudiant·e·s aient des compétence sociales, qu'il·elle·s soient des citoyen·ne·s informé·e·s, qu'il·elle·s aient un esprit critique, qu'il·elle·s aient conscience des problèmes mondiaux et qu'il·elle·s agissent pour le changement. L'engagement contribue à la transformation sociale. »

Membre du personnel administratif - Université de Cantabrie, Espagne

En effet, dans les entretiens, l'idée d'une université engagée pour contribuer aux enjeux contemporains des sociétés et qui accompagne les étudiant·e·s dans la construction de leur identité émerge lorsqu'on aborde la question de la reconnaissance de l'engagement. Pour certain·e·s cette mission n'est pas nouvelle alors que pour d'autres il s'agit de la nouvelle mission de l'université (également appelée "troisième mission" de l'université. Cette vision est notamment soulevée par les personnes entretenues d'Autriche, de Belgique, de France, de Pologne et de République Tchèque. Cela revient ainsi pour l'université d'assumer un rôle sociétal où l'université est tournée vers la collectivité et la société.

La seconde vision du rôle de l'université se limite à ses fonctions essentielles de transmission de savoirs. En effet, pour certain·e·s, ce n'est pas le rôle de l'université d'avoir un rôle sociétal et donc de reconnaître ou d'encourager l'engagement citoyen. Apprendre des savoirs universitaires serait le seul objectif à poursuivre dans les études supérieures et ce rôle serait suffisant.

La perception des personnels universitaires sur le rôle de l'université et sa place dans la société

Pour certain·e·s personnes interrogées, l'université a un rôle sociétal et joue même un rôle primordial pour former des citoyen·ne·s engagé·e·s.

On peut par exemple citer certain·e·s membres du personnel administratif espagnol.



« L'université du 21^{ème} siècle, dans le contexte de l'espace européen [de l'enseignement supérieur], mentionne dans ses origines une dimension sociale, cette dimension sociale n'est pas seulement de former en termes d'enseignement et de recherche, qui sont les deux principaux [objectifs], mais aussi de former des citoyen·ne·s.

Membre du personnel administratif - Université de Valladolid, Espagne

En Irlande, on retrouve cette idée avec l'initiative « Campus Engage »⁴³ qui regroupe les sept universités irlandaises et l'Université technologique de Dublin : il s'agit d'accompagner les EES irlandais dans l'intégration et la promotion de l'engagement civique, citoyen et communautaire auprès des étudiant·e·s et des académiques. Une plateforme de volontariat est notamment mise à disposition pour les accompagner⁴⁴.

En France, la loi Égalité et Citoyenneté est promulguée en 2017, l'article 29, qui invite les établissements à reconnaître entre autres les apprentissages acquis dans le cadre de l'engagement étudiant, s'inscrit dans le chapitre 1^{er} « Encourager l'engagement républicain de tous les citoyens et les citoyennes pour faire vivre la fraternité »⁴⁵. Les membres du personnel administratif avec qui nous nous sommes entretenu·e·s et Vice-Président·e·s étudiant·e·s mettent alors en avant l'idée que les établissements doivent « insuffler une dynamique » pour contribuer à construire une société de l'engagement. Dans les universités de Lille et Côte d'Azur, la volonté de créer des tiers-lieux, comme espaces partagés avec la société civile avec des associations, semble également aller dans ce sens.

D'après nos entretiens, cette volonté des institutions de travailler avec la société et former des citoyen·ne·s engagé·e·s se traduit dans les missions des services dédiés à l'engagement : le Bureau de la coopération et du volontariat à l'Université de Coruña⁴⁶ en Espagne, le Bureau de l'engagement de Maynooth Université⁴⁷ en Irlande, le Centre du Volontariat de l'Université de Varsovie⁴⁸ en Pologne, l'Engagement Center⁴⁹ de l'Université

⁴³ <http://www.campusengage.ie/>

⁴⁴ <https://www.studentvolunteer.ie/>

⁴⁵ Article 29 de la loi Égalité et Citoyenneté à consulter [ici](#)

⁴⁶ Plus d'informations sur [le Bureau de la coopération et du volontariat à l'Université de Coruña](#)

⁴⁷ Plus d'informations sur [le Bureau de l'engagement de Maynooth Université](#)

⁴⁸ Site du [Centre de Volontariat de l'Université de Varsovie](#)

⁴⁹ Plus d'informations sur [l'Engagement Center](#) de l'Université Côte d'Azur



Côte d'Azur en France. A Maynooth Université, le bureau de l'engagement étudiant vise à « promouvoir une vie étudiante vibrante, c'est-à-dire aider les étudiant·e·s à expérimenter des choses en dehors des cours »⁵⁰. Au Centre du Volontariat de l'Université de Varsovie, l'objectif est de préparer les étudiants à « entrer dans la vie adulte », de « créer des opportunités pour les étudiants » :

« Parce que [en tant que Centre du Volontariat] nous apparaissent dans cette forme d'éducation non formelle. Et cela montre de manière visible aux étudiant·e·s que cette université n'est pas strictement et uniquement de l'éducation formelle, qu'il·elle·s ont connue au cours des années précédentes au lycée, à l'école primaire ou au collège. Développer leurs propres passions, intérêts, se tester sous différentes formes et dans différents rôles sociaux - il me semble que c'est aussi très bon pour elles·eux.»

Membre du personnel administratif – Centre du Volontariat de l'Université de Varsovie,
Pologne

Les associations à but non lucratif intégrées aux établissements (mais indépendantes) sont également de bons exemples telles que l'association à but non lucratif ULB Engagée⁵¹ à l'Université Libre de Bruxelles en Belgique, et l'association Volontariat de l'Université de Valladolid UvaVOL⁵² en Espagne.

Ces services et associations visent généralement à promouvoir les activités d'engagement solidaires et citoyens et les projets de volontariat, et proposent des activités, des formations, ou encore de mettre en lien les individus (étudiant·e·s mais aussi parfois les académiques) et les organisations dans lesquelles s'engagent les étudiantes·. Ils peuvent aussi signer des partenariats avec des organisations externes (ONG, associations...) pour faciliter l'engagement.

« Le rôle de l'université est de former un·e citoyen·ne conscient·e et socialement engagé·e. »

⁵⁰ Traduit de l'anglais "promote a vibrant student life for University students" meaning help students experience things outside the classroom".

⁵¹ Site de l'ULB Engagée <https://engagee.ulb.be/qui-sommes-nous/>

⁵² Site l'UvaVOL <http://voluntariado.uva.es/quienes-somos/>



Membre du personnel administratif - Université de Łódź, Pologne

La perception de l'université et son rôle par les étudiant·e·s

D'autre part, on retrouve l'idée que l'université joue le rôle de transition vers la vie d'adulte pour les étudiant·e·s qui, dans l'écosystème de l'enseignement supérieur, vont suivre des cursus académiques et développer leurs connaissances dans un domaine mais aussi expérimenter, tester, se confronter au groupe, évoluer avec leurs pairs, etc. Voici quelques exemples pour illustrer notre propos.

« Je pense que c'est vraiment leur rôle [pour les ESS de reconnaître l'engagement] (...). C'est très formateur pour la conscience citoyenne. C'est quelque chose de bien pour soi en général, mais c'est aussi quelque chose de bon pour les autres, donc je pense que cela fait partie de la mission sociétale de l'université de promouvoir l'engagement et sa reconnaissance. »

Vice-Président·e étudiant·e - Université de Clermont-Auvergne, France

On observe ainsi cette tendance selon laquelle les établissements d'enseignement supérieur sont là pour transmettre bien plus qu'un savoir académique aux étudiant·e·s, mais aussi pour former des citoyen·ne·s engagé·e·s, et contribuer à la vie de la cité. Par l'engagement les étudiant·e·s construisent leur histoire, expérimentent, tout en s'investissant dans des projets et/ou des causes.

« Ce n'est pas forcément un lieu où on se prépare à une carrière, c'est plus un lieu d'ouverture au savoir, à l'esprit critique et à la socialisation, à la construction d'un individu en société, un citoyen. C'est une fabrique à citoyens dans l'idéal. »

Ancien·ne étudiant·e engagé·e - Université de Tours, France

Dans ce cadre, la reconnaissance de l'engagement étudiant semble bien relever du rôle des établissements d'après nos entretiens. Néanmoins, il est intéressant de noter que



cette question fait débat parmi les membres des universités et les étudiant·e·s interrogé·e·s. En effet, il·elles ont des perceptions et des points de vue différents qui peuvent s'expliquer par diverses raisons et différents facteurs où par le pays d'origine.

Des facteurs culturels, générationnels et sociétaux

Les personnes avec qui nous nous sommes entretenu·e·s, expliquent que la dimension culturelle, des différences générationnelles et des changements sociétaux peuvent expliquer les différents points de vue autour de la question de l'engagement étudiant et de sa reconnaissance.

Des facteurs culturels : L'exemple de l'Université de Vienne en Autriche

À cet égard, il est intéressant de mentionner le cas de l'Université de Vienne, la plus grande université d'Autriche avec plus de 93 000 étudiant·e·s et 15 facultés, où le facteur culturel est mis en avant par les administrateur·rice·s et professeur·e·s avec qui nous nous sommes entretenu·e·s. En effet, il·elle·s expliquent qu'il n'y a pas cette culture de l'encouragement, « du tapotement d'épaule » pour des activités bénévoles, sociales.

« Nous n'avons tout simplement pas cette "culture du tapotement d'épaule" (...). Ce n'est pas notre travail d'introduire les gens dans la société civile. (...) S'il·elle·s veulent faire du volontariat, il·elle·s peuvent. Ce n'est pas le rôle de l'université de créer une agence pour ça. »

Professeur·e, Université de Vienne, Autriche

La politique de la reconnaissance n'est pas la même d'une faculté à l'autre et se concentre sur certains types d'engagements. La faculté d'Économie valide jusqu'à 15 ECTS pour des activités de représentation étudiante, tandis qu'apparemment la faculté de mathématiques n'en valide aucun. Il est également possible de valider des ECTS pour des activités de « mentorat d'écriture » (*writing mentoring*), reconnue dans les cursus académiques (modules d'extension).

Cela peut notamment s'expliquer par la législation et le cadre réglementaire. En effet, ces dernières années, la réforme initiée par le processus de Bologne a souvent été critiquée pour ses effets dans l'enseignement supérieur et a influencé les possibilités de



reconnaissance de l'engagement étudiant dans le sens où il semble laisser peu d'espace pour la reconnaissance formelle. Cela est particulièrement vrai pour les cursus en sciences humaines et sociales où l'accent est mis sur le contenu théorique et ne laisse donc que peu de place pour la reconnaissance. Toutefois, l'architecture du processus de Bologne promeut le concept d'employabilité des cursus. La restructuration des programmes d'études et l'identification de leurs lacunes, par exemple en mettant en place un module optionnel dans lequel les activités de participation des étudiant·e·s trouvent leur place, est une option à envisager pour une meilleure reconnaissance de l'engagement.

« Et nous avons rédigé une proposition de projet à l'époque, qui a été rejetée par le siège de l'université, avec l'instruction que les étudiant·e·s devaient étudier et ne pas se porter volontaires, et que s'il·elle·s le faisaient volontairement, il·elle·s ne devaient pas avoir à faire moins. Donc quand j'y pense, l'attitude de base à l'université est plutôt négative. »

Membre du personnel administratif - Université de Vienne, Autriche

Des facteurs générationnels et changements sociétaux : exemples de la Pologne et de la République Tchèque.

- *L'exemple de la Pologne*

Les entretiens des membres du personnel administratif, des professeur·e·s et des étudiant·e·s en Pologne suggèrent qu'il existe un écart générationnel sur la perception de l'engagement étudiant, mais aussi sur les représentations de la société civile. Il·elle·s affirment que la génération plus âgée ne comprend pas l'idée de société civile. Néanmoins, certain·e·s indiquent que la société polonaise actuelle est de plus en plus consciente de cette réalité et qu'il y a de plus en plus de jeunes engagé·e·s et impliqué·e·s dans le changement de la société civile. Les personnes interrogées fondent cette opinion sur le fait qu'il est moins nécessaire pour les étudiant·e·s de justifier leur engagement extra-académique auprès de cette génération plus âgée, pour laquelle le facteur de l'expérience professionnelle était plus fort..



« Quand je pense à l'époque où j'étais étudiant, il y a environ dix ans, je suppose que le facteur le plus important était celui de l'expérience professionnelle. Maintenant, c'est aussi important, mais il y a aussi un autre facteur d'action concrète, à savoir que l'activité est importante pour la personne qui l'accomplit. (...) Il est évident qu'elle peut s'engager dans quelque chose, aider dans quelque chose, chaque fois qu'elle a le temps de le faire. C'est une sorte de pulsion naturelle pour eux. Mais cette génération est différente de celle où j'ai commencé il y a dix ans ; j'avais vraiment besoin d'expliquer à ma mère et à ma grand-mère ce que je fais exactement, alors que maintenant c'est plus compréhensible pour tout le monde. »

Membre du personnel administratif - Centre du Volontariat de l'Université de Varsovie,
Pologne

En Pologne, il n'existe pas de cadre politique national concernant la reconnaissance des expériences de volontariat. Cependant, depuis 2011, le pays cherche des options pour encourager la reconnaissance du volontariat dans le cadre de la « Politique à long terme pour le développement du volontariat en Pologne ».

« Je pense que la prise de conscience générale de l'importance de la société civile en Pologne aide beaucoup, non seulement en termes de bénévolat mais aussi dans les activités sociales en général. »

Membre du personnel administratif - Centre du Volontariat de l'Université de
Varsovie, Pologne

- *L'exemple de la République Tchèque*

En République Tchèque un·e membre du personnel administratif parle de l'influence de la fin du bloc communiste sur la perception de la jeunesse. Celle-ci était avant perçue comme engagée et militante, aujourd'hui il·elle explique que la jeunesse est considérée comme bonne à faire la fête (*partying good-for-nothing youngsters*) :

« Je dirais que la situation est spécifique à la République tchèque car les étudiants ont été impliqués dans la chute du régime communiste et tout a donc très bien commencé. (...) J'étais un enfant à l'époque, mais vous savez qu'ils ont brisé le régime, ils étaient très vénérés et à partir de ce moment-là, lentement mais sûrement, les étudiants ont été de plus en plus considérés comme des jeunes bons à rien qui font la fête tout le temps, et en



gros, s'ils font de l'activisme, c'est généralement de l'activisme très à gauche qui est une sorte de truc néo-marxiste. Et en gros, le message de la représentation politique aux étudiants, je dirais, est surtout : "vous êtes censés étudier. C'est tout". Et donc il semble y avoir une sorte de schizophrénie entre le rôle historique des étudiants et la perception des étudiants au sein de l'administration. »

(Membre du personnel académique - Université Charles de Prague, République Tchèque)

L'influence du monde du travail et de l'approche par les compétences sur la perception de l'université

La deuxième tendance qui se dégage des entretiens et qui semble influencer la question ainsi que la perception du rôle des EES dans la reconnaissance de l'engagement étudiant est l'influence du marché et l'approche par les compétences⁵³.

En effet, il est intéressant de noter les pressions liées à l'entrée sur le marché du travail qui font que l'on retrouve des engagements dits « utilitaires » pour compléter son CV et avoir une plus-value. En effet, l'idée que les étudiant·e·s doivent se différencier sur le marché du travail en étoffant leur CV par des expériences de stages et extra académiques est omniprésente. Cela est soulevé par plusieurs universitaires et étudiant·e·s engagé·e·s interrogé·e·s dans cette étude.

« Le module Uaneen est fortement soutenu par la Confédération irlandaise des entreprises et des employeurs (IBEC). Dans sa publication en 2018, M. McCoy⁵⁴ a souligné l'importance des compétences transférables que le marché du travail recherche actuellement chez les diplômé·e·s. Il souligne que l'apprentissage que les étudiant·e·s réalisent en dehors de la salle de classe (extrascolaire) est aussi, sinon plus, important que l'apprentissage académique. »

Membre du personnel administratif - Université de Dublin, Irlande

⁵³ Christian Chauvigné et Jean-Claude Coulet, « L'approche par compétences : un nouveau paradigme pour la pédagogie universitaire ? », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 172 | juillet-septembre 2010

⁵⁴ Danny McCoy est le PDG d'Ibec, le plus important groupe de lobbying et de représentation des entreprises en Irlande Plus d'informations sur [le rapport McCoy](#)



De plus, l'exigence des recruteur·euse·s en termes de compétences évolue. Les compétences transversales sont mises en avant : on attend des candidat·e·s qu'il·elle·s puissent démontrer leurs qualités et aptitudes professionnelles et personnelles à la fois, qu'il·elle·s aient des savoirs, savoir-faire et savoir-être.

De nombreux travaux, théories et référentiels existent sur ce sujet et il est intéressant de faire le lien avec les stratégies politiques d'investissement dans les compétences de l'UE, telle que *lifelong learning* ou encore *key competencies*⁵⁵. On se retrouve alors face à un triple enjeu⁵⁶ d'identification de ces compétences, de leur formalisation par les parties prenantes et enfin de leur validation afin de pouvoir prouver leur existence.

Dans nos entretiens, comme évoqué dans la partie I, les étudiant·e·s peuvent acquérir différents types de compétences au cours de leurs engagements, en fonction des activités et des responsabilités, qui leur serviront dans la vie et notamment dans le cadre professionnel : des *soft skills* définies dans la partie précédente, les qualités interpersonnelles et relationnelles, des compétences sociales ; des compétences plus pratiques (dures, *hard skills*) de la gestion de projet à l'organisation, la méthodologie et la prise de décision ; des capacités de résiliences et d'adaptabilité et de développement personnel. Par conséquent, l'engagement en tant que facteur de développement de compétences transversales devient alors complémentaire au parcours académique,

« Les étudiant·e·s recherchent un type d'engagement nouveau. Un engagement qui va les aider à acquérir des compétences qu'il·elle·s n'acquerront pas durant leur cursus universitaire. »

Membre du personnel administratif - Centre du volontariat de l'Université de Varsovie,
Pologne

⁵⁵ Plus d'informations [ici](#)

⁵⁶ [Compte-rendu](#) de la journée Europass sur « la valorisation des compétences transversales : un incontournable pour l'employabilité », Strasbourg – Ecole européenne, 24 septembre 2019



L'engagement devient alors valorisable dans une perspective d'employabilité, ce qui peut expliquer le rôle de l'institution dans sa reconnaissance. Il s'agit de reconnaître les compétences acquises plutôt que l'expérience d'engagement en elle-même.

Que reconnaît alors l'institution : une expérience ou bien des compétences ? Si ce sont les compétences, à quel titre et de quelle façon ? Quel doit être le lien entre les compétences acquises et le diplôme d'un·e étudiant·e ? Les établissements de notre échantillon ne semblent pas avoir encore tranché sur la question. Comme nous l'avons vu, il existe des certificats ou attestations de compétences, la possibilité de faire valider son stage par son expérience d'engagement, des portfolios de compétences au format numérique, ou encore des badges numériques ou *open badges*. Ces derniers se présentent sous forme d'icônes que l'on stocke sur une plateforme numérique personnelle (sur le modèle du portefeuille de compétences). La technologie utilisée pour les confectionner est libre de droit, « ouverte ». Les badges comprennent souvent une description, et indiquent à qui et par qui ils sont remis. Ils sont testés dans différentes universités telles qu'à Tours en France et avant elle, l'université de Maastricht aux Pays-Bas.

Cette idée de reconnaître les compétences plus que les expériences est intéressante quand on constate que pour certain·e·s engagé·e·s avec lequel·le·s nous nous sommes entretenu·e·s, la validation de crédits ECTS pour une activité n'est pas de la reconnaissance de l'engagement. De plus, certain·e·s étudiant·e·s se retrouvent parfois avec plus de crédits que nécessaire et ne demandent même pas cette reconnaissance, qui souvent leur demande un travail supplémentaire (rédiger un rapport par exemple).

« Je pense que c'est tout à fait leur rôle [la reconnaissance par les EES]. (...) C'est très formateur pour l'esprit de citoyenneté. Ça sert à soi mais en général ça sert aux autres aussi donc je pense que c'est dans les missions sociétales d'ailleurs de l'université de promouvoir l'engagement et la reconnaissance. Au cours de chaque engagement les jeunes développent des compétences et, à l'heure actuelle, il n'y a pas grand monde en capacité de reconnaître. L'université sait le faire, [elle] a les outils pour et devrait aller plus loin : travailler sur cette notion d'identification des compétences en fonction du type d'engagement, ensuite travailler sur la reconnaissance de l'engagement au sens large. Même si avec la loi ça se fait, ce n'est pas assez poussé : on reconnaît un engagement.



Maintenant il faudrait aller plus loin : identifier ses compétences et établir différents niveaux d'acquisition de la compétence. »

Vice-Président·e étudiant·e, Université de Clermont-Auvergne, France

Néanmoins, il est intéressant de relever que cette vision ne fait pas non plus l'unanimité. Le personnel universitaire ainsi que les étudiant·e·s sont conscient·e·s que l'engagement n'est pas toujours bien perçu sur le marché du travail. D'une part, l'approche par les compétences est critiquée dans l'enseignement supérieur européen, et si elle est répandue dans certains EES, elle ne l'est pas partout, et une reconnaissance de l'engagement trop utilitariste n'est pas toujours bien perçue.

En effet, l'influence du monde du travail et plus particulièrement des entreprises sur les EES amène certain·e·s à se questionner sur le rôle de l'université.

«Comment le milieu de l'entreprise a investi l'université. Faut voir le nombre de mails qu'on reçoit : management, formation etc. C'est démesuré. Est-ce que l'université c'est le lieu, est-ce que ça doit être le lieu où on développe des entreprises ? des entrepreneurs ? Des gens qui vont rentrer dans le moule ? Ou est-ce que c'est le lieu pour développer l'esprit critique. Peut-être que là y a un truc à faire, à reconquérir. Ça passe par des savoir qui sont scientifiques, universitaires, mais ça passe aussi par des formes d'engagement, le fait d'avoir d'autres formes d'espaces. Peut-être que l'engagement et le bénévolat peuvent permettre ça. »

Doctorant·e et ancien·ne étudiant·e engagé·e - Université de Tours, France

Tout le monde n'est pas prêt ?

Certain·e·s restent réticent·e·s à l'idée que l'université reconnaisse académiquement des activités extracurriculaires. La raison principale évoquée est que ce n'est pas son rôle. Plusieurs questions sont ainsi soulevées : qu'est-ce qui doit être reconnu, l'expérience, l'activité ou les compétences acquises ?

On peut alors se demander ce qui est préférable dans le cadre de la reconnaissance de l'engagement : une approche descendante, de l'État vers les institutions et par ricochet



des institutions vers les individus ; ou une approche ascendante, des individus vers les institutions puis des institutions vers l'État ; ou encore une combinaison des deux ?

Au niveau de l'institution, on remarque dans les entretiens, que les deux sont corrélées. Le soutien politique au sein de l'établissement est important et nécessaire pour impulser une tendance. À l'université Libre de Bruxelles, la stratégie des membres universitaires est d'abord de prouver à la présidence que l'engagement c'est important pour les étudiant·e·s (« regardez, beaucoup d'étudiant·e·s s'engagent ! ») pour assurer son soutien politique par le rectorat et pouvoir ensuite adopter une approche plus qualitative de la reconnaissance, intégrant davantage les besoins d'accompagnement des étudiant·e·s. A l'Université de Strasbourg, le soutien par les membres du personnel administratif a été essentiel pour mettre en place les volontés politiques.

À l'Université de Vienne, l'engagement des étudiant·e·s peut être intégré dans des programmes d'études. Par exemple, la pratique du *service learning* est utilisée dans certains programmes d'études de l'université. L'université l'a mise en place avec une organisation étudiante. Les étudiant·e·s ont des rôles et des responsabilités prédéfinis et sont suivi·e·s par un tuteur. L'institution garantit la qualité de l'action et sa localisation (*service*) et s'assure de sa dimension "éducative" (*learning*).

Cet exemple de *service learning* nous permet de faire un parallèle avec la question de l'évaluation, qui est souvent mise en cause lorsqu'il s'agit de mettre en place des mesures de reconnaissance de l'engagement. En effet, plusieurs questions se posent : qui va évaluer les dispositifs et comment ? Comment les universités peuvent-elles s'assurer que les étudiant·e·s ont réellement fait et appris quelque chose au cours de leur expérience d'engagement ? Cela soulève notamment la question du recours à un·e évaluateur·rice externe pour reconnaître l'engagement dans des organisations externes à l'établissement.



Partie III – Les effets de la reconnaissance de l’engagement sur les parcours

Dans cette dernière partie, nous interrogerons l’effet de la reconnaissance de l’engagement. Influence-t-elle les étudiant·e·s, les parcours d’engagement et plus généralement les parcours académiques et de vie des jeunes ? La reconnaissance conduit-elle à des parcours d’engagement différents ?

La majorité des académiques entretenu·e·s étaient engagé·e·s quand il·elle·s étaient plus jeunes, ou étudiant·e·s⁵⁷ et une grande partie travaille aujourd’hui directement en lien avec les questions d’engagement étudiant.

La reconnaissance : une forme de légitimation par l’institution

Nous avons vu précédemment que la reconnaissance de l’engagement étudiant peut s’inscrire dans la démarche de formation de jeunes citoyen·ne·s doté·e·s de compétences transversales. Les entretiens nous ont également montré que la reconnaissance de l’engagement répond à un véritable enjeu de légitimation de la part de l’institution.

Du point de vue des membres universitaires

Les membres des universités interrogé·e·s indiquent qu’il est important pour les ESS de légitimer, d’encourager et de promouvoir l’engagement étudiant. En reconnaissant l’engagement, l’institution envoie un message positif aux étudiant·e·s : « oui vous pouvez le faire, c’est bien pour vous ». Il s’agit aussi de montrer que les universités ne sont pas seulement des « tours d’ivoire » (pour reprendre l’expression d’un·e professeur·e) et que les étudiant·e·s peuvent acquérir des compétences en dehors de l’université, l’institution reconnaît qu’il y a plus hors de l’université.

« L’université estime qu’il est important de comprendre que les étudiant·e·s font plus qu’apprendre à l’université. Nous voulons dire, regardez, si vous le faites, nous comprenons que c’est important pour votre vie, votre apprentissage et votre évolution. »

⁵⁷ En effet, sur les 44 académiques entretenu·e·s, la question « étiez-vous engagé·e lorsque vous étiez étudiant·e » a été posée à 36 participant·e·s, 27 ont répondu oui.



Membre du personnel administratif - Université de Maastricht, Pays-Bas

Du point de vue des académiques, il y a ainsi un besoin d'institutionnalisation pour légitimer, encourager et promouvoir l'engagement.

Du point de vue étudiant·e·s

Du point de vue des étudiant·e·s aussi, la reconnaissance par l'établissement est importante. Certain·e·s invoquent le sentiment d'une reconnaissance morale qui leur confèrent de l'estime de soi (*self-esteem*)

« L'université soutient mal l'engagement. Elle devrait améliorer son soutien. Parfois, on se demande si ce qu'on fait a du de la valeur ou si c'est juste pour nous occuper et pour pas qu'on les dérange. »

Étudiant·e engagé·e - Université de Valladolid, Espagne

D'autres rappellent que dans des contextes où l'engagement est mal vu, notamment par l'entourage, la légitimation par l'institution est un argument de force pour justifier cet investissement en dehors des cours.

Encourager plus d'étudiant·e·s à s'engager ?

Il apparaît que la reconnaissance encourage les étudiant·e·s à s'engager, notamment du fait du phénomène de légitimation mentionné ci-dessus. De plus, dans une certaine mesure, elle semble permettre de rendre davantage visibles les possibilités d'engagement. En effet, les établissements communiquent sur les dispositifs pour les populariser, ce qui représente d'ailleurs un défi majeur. Dans les grands établissements, dispersés sur plusieurs campus, ce n'est pas évident de faire connaître les dispositifs. Il en est de même dans les établissements où les politiques de reconnaissance sont décentralisées et dépendent des facultés ou des départements. Les entretiens montrent que les étudiant·e·s entendent plus souvent parler des opportunités d'engagement par leur pairs au cours de discussions informelles que par l'institution, et les membres de l'administration déplorent le manque de transmission de l'information.



« Il n'y a pas assez d'informations, et tout le monde ne connaît pas le Centre du Volontariat [de l'Université de Varsovie]. Il·elle·s devraient travailler sur cet aspect.

Ce qui fonctionne, c'est quand votre ami·e vous dit quelque chose, ou vous y emmène - ça fonctionne vraiment bien. On reçoit peut-être des courriers, mais on n'y prête pas attention ou on n'a pas le temps. Mais quand quelqu'un, en face à face, raconte son expérience, ça marche vraiment bien. »

Ancien·ne étudiant·e engagé·e – Université de Varsovie, Pologne

De plus, d'après les entretiens, la reconnaissance permet à des étudiant·e·s qui n'auraient pas les moyens de le faire de s'engager. Par exemple, certain·e·s expliquent que si l'engagement fait partie du cursus, un·e étudiant·e pourra plus facilement l'intégrer à son emploi du temps s'il·elle a un travail ou d'autres responsabilités à côté. Dans les établissements tels que l'Université d'Utrecht aux Pays-Bas et celle de Vienne en Autriche, où un soutien financier est apporté aux activités d'engagement des étudiant·e·s, cela élargit les possibilités des personnes en situation de précarité. En Autriche, une représentante de l'Union des étudiant·e·s ÖH évoque même l'idée d'un revenu de base pour les étudiant·e·s pour augmenter la participation active des jeunes :

« Pourquoi ne pas aborder les politiques fédérales et dire que nous voulons avoir un revenu de base pour les étudiant·e·s ou quelque chose du même type ? » [en parlant de l'université]

Représentant·e étudiant·e - Université de Vienne, Autriche

Enfin, nous constatons que si certaines universités veulent encourager l'engagement, ce n'est pas toujours nécessaire car les étudiant·e·s s'engagent le plus souvent sans le soutien de l'université.

« Soudain, on a découvert que tou·te·s les étudiant·e·s étaient déjà engagé·e·s dans quelque chose, et nous avons simplement légitimé ces activités par une forme de paperasserie à la faculté. (...) Il·elle·s sont tellement actif·ve·s de leur propre chef



qu'il·elle·s n'ont plus besoin de nous pour les pousser dans ce processus. Il n'était plus nécessaire de le reconnaître de manière formelle. »

Membre du personnel administratif - Université de Varsovie, Pologne

La reconnaissance et le sens de l'engagement

Lorsqu'on évoque la reconnaissance de l'engagement par les institutions de l'enseignement supérieur, certain·e·s s'interrogent sur la perte du sens d'engagement. Reconnaître de façon à ce que les personnes investies en retirent quelque chose peut sembler aller à l'encontre d'une certaine vision de l'engagement.

Du point de vue des membres de l'université

« Bien que je considère cette reconnaissance importante pour les bénévoles, le concept de bénévolat peut être confondu avec le seul intérêt d'obtenir cette reconnaissance et de laisser de côté l'action sociale, qui est la véritable essence du bénévolat. »

Membre du personnel administratif – Université de La Rioja, Espagne

Il existe une vision selon laquelle on ne s'engage pas pour obtenir quelque chose en retour, comme des ECTS, des points bonus ou des compétences ou un réseau pour s'intégrer sur le marché du travail, on s'engage pour une cause, par passion. Cette idée se retrouve dans plusieurs entretiens. En effet, plusieurs membres du personnel administratif indiquent que nombreux·se·s sont les étudiant·e·s qui ne demandent pas de crédits ECTS pour leur engagement par exemple. Il·elle·s indiquent aussi que beaucoup ont déjà trop de points ECTS cumulés.

« Il·elle·s pouvaient choisir de recevoir un certificat de participation, un certificat de stage ou les ECTS. Et le moins grand nombre [d'étudiant·e·s] a choisi la reconnaissance sous forme d'ECTS. »

Membre du personnel administratif – Université de Varsovie, Pologne



Du point de vue des étudiant·e·s

Dans certains cas, faire reconnaître l'engagement demande de rédiger un rapport et donc du temps, que beaucoup d'étudiant·e·s engagé·e·s n'ont pas. La reconnaissance apparaît alors comme une charge supplémentaire. On retrouve en effet cette idée dans plusieurs entretiens. Notamment du côté des étudiant·e·s, en ce qui concerne les ECTS par exemple, il·elle·s rapportent que beaucoup ne les demandent même pas, et plusieurs cumulent déjà des extra-crédits. Il·elle·s s'interrogent sur le sens de ces crédits qui s'ajoutent en plus du diplôme, ou encore des points bonus dans la moyenne.

« Je ne ressens pas le besoin de reconnaissance car je considère que le seul fait de le faire [être engagé en tant que représentant] est déjà une forme de reconnaissance. »

Représentant·e étudiant·e – CY Cergy Paris Université, France

Certain·e·s y voient même un caractère contraignant : l'engagement deviendrait obligatoire dans le diplôme et pour se valoriser sur le marché du travail. En Espagne, en Pologne, en Belgique et en France des étudiant·e·s expliquent qu'ils·elles n'ont pas eu besoin de la reconnaissance dans le diplôme pour s'engager, il·elle·s ne l'ont pas cherchée, mais qu'en revanche les dispositifs d'aménagements, de sensibilisation, d'accompagnement et de facilitation leur paraissent nécessaires.

Un processus de co-construction est-il la réponse ?

On observe ainsi parfois une incompréhension des dispositifs proposés par les établissements dans lesquels, les étudiant·e·s ne se retrouvent pas. Ne peut-on pas alors penser qu'il est important pour aborder la reconnaissance de l'engagement de tenir compte de toutes les parties prenantes et d'adopter une démarche de co-construction qui implique les étudiant·e·s, les organisations et associations étudiantes et tou·te·s les membres de l'institution ? Inclure les différent·e·s acteur·rice·s permettra d'adapter les dispositifs en fonction des besoins des étudiant·e·s et des réalités de l'institution. Ici, on parle d'une co-construction interne à l'établissement.

« Beaucoup d'informations et puis une appropriation. Là pour le moment je suis le·la seul·e à incarner la valorisation de l'engagement étudiant, enfin vous vous imaginez. Le



*contrat, le suivi, les commissions, etc. À un moment, aux autres acteur·rice·s qui sont
vraiment sur le terrain d'être les relais. »*

Membre du personnel administratif - Université de Lille, France

On peut également imaginer une co-construction plus globale qui inclut les partenaires de la société civile, de la ville, des organisations et associations extérieures. Il est alors intéressant de mentionner la responsabilité de l'institution qui entre en jeu dans la question de la reconnaissance de l'engagement. Si c'est elle qui encadre les activités et envoie ses étudiant·e·s dans des organisations, le souci du lieu et de la qualité de l'action intervient.

A l'Université de Côte d'Azur et au Centre de volontariat de l'Université de Varsovie, un partenariat formel avec ces entités est réalisé pour s'assurer qu'elles correspondent aux valeurs des universités. Par exemple, des conventions peuvent être établies. Il s'agit également de vérifier que ce n'est pas de l'emploi caché, de l'exploitation, etc. Le caractère institutionnel de la reconnaissance semble impliquer des responsabilités et un certain cadrage des activités.

Or nous l'avons vu dans la première partie, l'engagement est pluriel, il existe des engagements étudiants. Dès lors, on peut s'interroger sur les effets du cadrage impliqué par la reconnaissance institutionnelle. Risque-t-il de limiter l'engagement et les espaces d'engagement ? Les étudiant·e·s pourraient uniquement bénéficier de la reconnaissance dans des organisations reconnues par l'institution. Ou encore, risque-t-on de définir des « bons » et des « moins bons » engagements ? On remarque dans les entretiens qu'il n'est pas simple de déterminer des critères pour attribuer des types de reconnaissance selon des types d'engagement. Est-ce le nombre d'heures investies, le sujet, les compétences acquises qui doivent compter pour bénéficier d'une reconnaissance ? Il est parfois nécessaire d'adapter les mesures à la situation.

Par exemple, à l'université de Varsovie, une faculté a essayé de reconnaître l'engagement sous forme de stages obligatoires pour motiver les étudiant·e·s. Cependant, après un certain temps, l'administration a réalisé que les étudiant·e·s étaient déjà très engagé·e·s dans diverses organisations et qu'il·elle·s n'avaient pas besoin d'encouragement de la part de la faculté. Le dispositif de reconnaissance a donc pris fin.



« *Nous avons décidé d'abandonner ces [stages obligatoires] car les étudiant·e·s ont commencé à apporter les certificats de leur travail ou des organisations dans lesquelles il·elle·s sont impliqué·e·s. Il·elle·s sont donc venu·e·s me voir et m'ont demandé : "Je fais ceci et cela, est-ce que cela peut être reconnu comme un stage obligatoire ?" Et c'est la preuve que le changement était arrivé. »*

Membre du personnel académique - Université de Varsovie, Pologne

Enfin, la reconnaissance suppose des ressources : des personnes pour porter les dispositifs, les développer et faire les formations, des moyens financiers et matériels, des outils. Si tous les établissements ne peuvent pas le faire, cela implique-t-il que la reconnaissance sera moins bonne ? Ce sont autant d'interrogations qui se posent autour de la mise en place de la reconnaissance de l'engagement étudiant.

La reconnaissance conduit-elle à des parcours d'engagement différents ?

Dans les établissements où nous sommes allé·e·s les mesures de reconnaissance sont souvent récentes ou alors peu formalisées. Les académiques estiment ne pas avoir assez de recul sur les effets des processus de reconnaissance.

La reconnaissance permet les parcours d'engagement

Néanmoins certain·e·s constatent, dans des établissements espagnols par exemple, que grâce au dispositif de reconnaissance, les étudiant·e·s sont plus régulier·ère·s dans leur engagement. Dans le cas d'établissements proposant différents types de reconnaissance de l'unité d'enseignement sur l'engagement, au dispositif de service civique et à l'année de césure⁵⁸, il apparaît que des étudiant·e·s expérimentent tous les types de dispositifs et entament, on pourrait dire, un parcours d'engagement : il·elle·s découvrent ce que c'est et ne s'arrête plus, on retrouve l'idée d'engagement tiroir, une activité entraînant une autre, de fil en aiguille. La reconnaissance peut donc permettre cela.

⁵⁸ L'année de césure (appellation française) permet de prendre un an ou un semestre au cours de son parcours académique pour faire autre chose que ses études.



Selon la personne interrogée ainsi que des élu·e·s étudiant·e·s et membres de l'administration d'Autriche et de Pologne , le Processus de Bologne⁵⁹ et l'accélération de l'uniformisation des systèmes à l'échelle européenne ont pu avoir une incidence sur le degré d'engagement. La tendance 3+2, qui raccourcit les cursus dans certains pays de 5 ans à 4 ou 3 ans, ne facilite pas l'engagement sur le long terme. Il faut aller plus vite, les exigences académiques demeurent tout comme la compétition et la pression des débouchés.

La reconnaissance n'est pas nécessaire à l'engagement étudiant

Malgré l'effet positif indéniable de la reconnaissance sur certain·e·s étudiant·e·s qui se sentent plus légitimes à s'engager, celle-ci n'est pas un préalable indispensable à l'engagement. La reconnaissance peut parfois être contre productive voire dangereuse, si elle franchit la frontière poreuse de l'institutionnalisation. L'efficacité de la reconnaissance repose sur ce subtile équilibre : il est attendu de la part des établissements d'enseignement supérieur qu'ils facilitent, encouragent, reconnaissent l'engagement mais pas qu'ils imposent un cadre contraignant ou fixent des attentes et objectifs précis qui iraient à rebours de la notion même d'engagement⁶⁰. Pour certain·e·s, l'engagement étudiant doit rester l'affaire des étudiant·e·s puisqu'il est l'un des rares espaces sans contrainte institutionnelle : *"We are our own voice"* comme l'explique un représentant étudiant d'une université espagnole.

Néanmoins, lorsque la reconnaissance prend la forme d'un accompagnement spécifique, un appui pour celui ou celle qui s'engage, elle peut aider les étudiant·e·s à s'inscrire dans une démarche réflexive vis à vis de leur engagement et à interroger ce que celui-ci a pu leur apporter à différents niveaux :

« Les compétences que j'ai acquises m'aident dans mon travail, mes relations et ma vie quotidienne en général. Cela m'a également aidé à grandir en tant que personne et m'a apporté beaucoup d'un point de vue personnel. Cela m'a aidé à déterminer le type de carrière que j'aimerais suivre ».

Etudiant engagé de l'Université de Dublin, Irlande

⁵⁹ Le processus de Bologne, lancé avec la Déclaration de Bologne de 1999, est aujourd'hui mis en œuvre dans 48 États, qui définissent l'Espace européen de l'enseignement supérieur : <http://www.ehea.info/>

⁶⁰ Op. Cit, Claire Thoury



Enfin, s'engager donne une autre saveur aux études et permet de rompre avec un système éducatif linéaire. Un e membre de l'Association Nationale Polonaise des Étudiant·e·s explique :

« Quand j'étais au lycée, je n'ai fait qu'étudier, je n'ai pas fait d'autres activités, pris d'autres cours ni rien. Donc, cela fait du bien de rompre avec cette logique de potasser ses cours en permanence... De toute façon, je ne m'imagine pas à la fac en train de me concentrer que sur mes études parce que, après, une fois diplômé, tu ne sais pas quoi faire de ta vie, t'es paumé. »

S'engager permet ainsi de rompre avec l'ordre établi et de vivre sa vie d'étudiant·e·s autrement, être étudiant·e·s ne se résumant plus à étudier.

Nous pouvons citer l'exemple d'un·e étudiant·e français·e engagé·e dans le milieu associatif depuis le début de ses études. En tant qu'associatif·ve étudiant·e, il a monté une association de filière dont il·elle a été président·e deux ans, et « cet engagement-là l'a conduit d'engagement en engagement » vers une épicerie sociale et solidaire, la radio du campus et une association de l'université qui monte un festival. En parallèle il·elle était engagé·e dans des associations sportives, pour soutenir une salle de spectacle, et aussi pour développer une monnaie locale. Si son engagement n'a pas été reconnu dans le cadre du diplôme, aujourd'hui, il·elle est toujours investi sur le festival et ailleurs, et travaille auprès des associations étudiantes de son université, notamment sur un dispositif de reconnaissance de l'engagement.

« Et par contre quand je suis arrivé en licence de socio et que ma volonté première c'était de continuer à être jeune, car pour moi l'université c'est un lieu pour ça en fait. C'est pas forcément un lieu où on se prépare à une carrière, c'est plus un lieu d'ouverture au savoir, à l'esprit critique et à la socialisation, à la construction d'un individu en société, un citoyen. »

C'est une fabrique à citoyens dans l'idéal. »

Ancien·ne étudiant·e engagé·e - Université de Tours, France



On note ici d'après les entretiens que la reconnaissance n'est donc pas toujours nécessaire à l'engagement, mais qu'elle peut la faciliter.

Finalement, les entretiens révèlent des tensions au sein des institutions dans leur ensemble (les présidences, les administrations, les professeur·e·s, les étudiant·e·s). D'un côté, l'université est faite pour les études et le savoir académique. Les programmes ne semblent pas laisser suffisamment de souplesse pour intégrer des activités autres qu'académiques, et le volontariat ne relève pas du ressort de l'institution. De l'autre, selon certain·e·s étudiant·e·s et membres des universités, il s'agit du rôle des universités de reconnaître l'engagement étudiant, même si la reconnaissance n'est pas toujours nécessaire à l'engagement étudiant.



Conclusion

La troisième étape de l'étude European STEP a permis d'aborder la notion d'engagement étudiant et de sa reconnaissance par l'institution à travers le regard croisé de jeunes engagé·e·s, professeur·e·s et membres des personnels administratifs de différents établissements de l'enseignement supérieur européen.

La notion d'engagement étudiant renvoie à une pluralité d'engagements qui prennent des formes parfois très différentes. Il en existe différents types, de l'engagement « pansement »⁶¹ à celui de « cause » ou encore pour le développement personnel et professionnel. De plus, les motivations et les profils des étudiant·e·s correspondant sont très divers. L'engagement étudiant semble également impacter la vie des étudiant·e·s de façon singulière que ce soit en termes d'apprentissages, d'épanouissement, ou encore de la place que cela occupe dans leur vie.

Dès lors, nous avons pu remarquer que les établissements et les étudiant·e·s se saisissent différemment de la question de la reconnaissance de l'engagement. On retrouve ainsi plusieurs formes de reconnaissance : de la validation académique formelle de crédits ECTS pour l'activité menée ou pour reconnaître les compétences transversales acquises au cours de l'engagement, à la valorisation moins formelle et non liée aux études par des certificats ou des prix d'engagement, et à l'aménagement des cursus pour faciliter les possibilités d'engagement et également d'une appropriation de ces dispositifs variable par les étudiant·e·s concerné·e·s.

Les entretiens ont permis de mettre en lumière trois visions qui interviennent lorsqu'il s'agit de s'interroger sur la reconnaissance par l'institution. Tout d'abord, il apparaît que l'engagement apporte un espace pour expérimenter, développer son esprit critique, se confronter aux autres et au monde, former des citoyen·e·s engagé·e·s. Dans ce cadre, et pour répondre à la troisième mission de l'université qui recouvre une dimension sociale et

⁶¹ Op. Cit, Claire Thoury



sociétale, la reconnaissance par l'institution semble avoir sa place. Elle permet aussi de légitimer.

Ensuite, l'expérience d'engagement est complémentaire aux études car elle permet de développer des compétences transversales, des *soft skills* et des *hard skills*, utiles pour la vie académique et professionnelle. En ce sens, sa reconnaissance par l'institution permet de prouver ses aptitudes et de les valoriser dans différentes sphères de la vie.

Enfin, on retrouve la vision selon laquelle l'engagement et sa reconnaissance ne sont pas l'affaire de l'établissement, il se passe en dehors. Plusieurs raisons peuvent intervenir : les exigences académiques, la responsabilité de l'établissement ou le fait l'engagement soit parfois mal perçu.

Ces trois visions sont présentes dans les différents pays et établissements représentés dans les entretiens mais nous avons vu qu'elles ne se traduisent pas toujours de la même façon. Il peut être intéressant d'envisager une démarche qui conjugue et tient compte de ces trois perceptions pour que la reconnaissance soit possible.

La suite du projet visera à développer des outils pour accompagner à la fois les étudiant·e·s et les établissements dans ce processus de reconnaissance : un guide des pratiques existantes, une plateforme "Engagement et compétences" et un kit de formation adapté pour chaque public. Il s'agira aussi de faire du plaidoyer auprès des pouvoirs publics afin de promouvoir l'engagement et sa reconnaissance.



Sources

Article 29 de la loi Egalité et Citoyenneté

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=6133D7C3AAED6705BC9EEEDACDBB7B30.tpdila12v_1?idArticle=JORFARTI000033934993&cidTexte=JORFTEXT00033934948&dateTexte=29990101&ca

Christian Chauvigné et Jean-Claude Coulet, « L'approche par compétences : un nouveau paradigme pour la pédagogie universitaire ? », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 172 | juillet-septembre 2010, mis en ligne le 01 décembre 2014. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.2169>

Claire Thoury. *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017. Français. <NNT : 2017USPCA050>. <tel-01719377>

Compte-rendu de la journée Europass sur « la valorisation des compétences transversales : un incontournable pour l'employabilité », Strasbourg – Ecole européenne, 24 septembre 2019

<https://www.euroguidance-france.org/wp-content/uploads/2019/11/journee-europass-comp-etences-transversales-et-employabilite-19-09-2019.pdf>

Dominique Méda, « Le capital social : un point de vue critique », *L'Économie politique*, 2002/2 (n° 14), p. 36-47. DOI : 10.3917/leco.014.0036. URL :

<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2002-2-page-36.htm>

Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998

Rapport McCoy :

<https://www.ibec.ie/influencing-for-business/labour-market-and-skills/future-ready-improving-graduate-employability-skills>



Sites internet

- Bureau de la coopération et du volontariat à l'Université de Coruña
<https://www.udc.es/es/ocv/>
- Bureau de l'engagement de Maynooth Université
<https://www.maynoothuniversity.ie/student-engagement>
- Centre de Volontariat de l'Université de Varsovie :
<https://wolontariat.uw.edu.pl/volunteers/>
- Engagement Center de l'Université Côte d'Azur :
<http://univ-cotedazur.fr/fr/vie-de-campus/engagement-etudiant>
- Espace de l'enseignement supérieur européen : <http://www.ehea.info/>
- *Lifelong learning* et *key competencies* UE :
https://ec.europa.eu/education/education-in-the-eu/council-recommendation-on-key-competences-for-lifelong-learning_en
- Module Uaneen DCU : <https://www.dcu.ie/uaneen/index.shtml>
- Projet européen elen4work (*soft skills*) : <http://elene4work.eu/el4w-project/>
- Projet européen Extra^{SUP} : <http://www.extrasup.eu/>
- Stratégie de l'UE pour la jeunesse :
https://ec.europa.eu/youth/policy/youth-strategy_fr
- ULB Engagée Université Libre de Bruxelles
<https://engagee.ulb.be/qui-sommes-nous/>
- Université Clermont Auvergne :
<https://www.uca.fr/campus/statuts-specifiques-d-etudiant/responsable-associatif/statut-d-etudiant-responsable-associatif-18477.kjsp>
- UvaVOL Université de Valladolid <http://voluntariado.uva.es/quienes-somos/>
- UvaVOL COMFO <http://voluntariado.uva.es/comfo/>